



● **FRAB AURA** ●
Les Agriculteurs **BIO**
d'Auvergne-Rhône-Alpes



● **BIO 15** ●
L'agriculture **BIO** du Cantal



● **Haute-Loire BIO** ●
Les Agriculteurs **BIO** de Haute-Loire

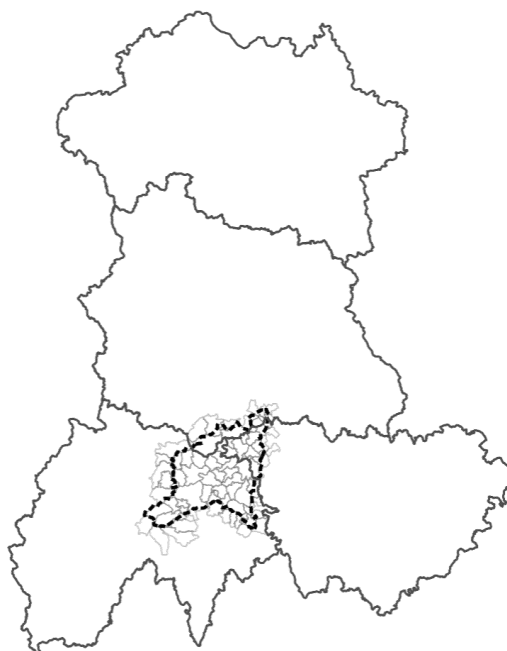


● **BIO 63** ●
Les Agriculteurs **BIO** du Puy-de-Dôme

ETUDE DU POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

CONTRAT TERRITORIAL DE L'ALAGNON

Octobre 2018



En partenariat avec :



Hautes
Terres communauté
Terres de Volcan

Soutenu par :



PUY-DE-DÔME
LE DÉPARTEMENT

Présentation de la Fédération régionale d'Agriculture biologique Auvergne Rhône-Alpes (FRAB), Bio 15, Haute-Loire bio et Bio 63

La FRAB, Bio 15, Haute-Loire bio, Bio63 sont des associations créées par des producteurs bio dans l'objectif de développer une agriculture biologique cohérente, durable et solidaire et de favoriser la mise en réseau des acteurs locaux.

Pour cela, elles s'appuient sur un réseau de plus de 450 adhérents sur ces 3 départements et de plus de 40 personnes physiques et morales (lycées agricoles, magasins et artisans bio, citoyens...).

Elles sont dirigées par un Conseil d'Administration et compte aujourd'hui 18 salariés à temps plein au service du développement de l'agriculture biologique.

Vos contacts sur ce projet :



Lise Fabries

Conversion, accompagnement technique collectif, circuits de commercialisation
bio15@aurabio.org - 04 71 45 55 74



Cloé Montcher

Conversion, accompagnement technique collectif
cloe.hauteloirebio@aurabio.org - 04 71 02 07 18



Florence Cabanel

Coordinatrice, filières longues, accompagnement de projets de territoires
florence.bio63@aurabio.org - 04 73 44 45 28 / 06 31 92 89 80



Coralie Pireyre

Animatrice technique fruits, PPAM et légumes bio
coralie.pireyre@aurabio.org - 04 73 44 46 14

Présentation du contrat territorial de l'Alagnon

L'étude s'inscrit dans le cadre du contrat territorial de l'Alagnon, porté et animé par le SIGAL à l'échelle du bassin versant de l'Alagnon. Le contrat a été signé en 2017 pour une durée de 5 ans ; il associe de nombreux partenaires, avec une seule finalité : **améliorer et préserver la qualité de l'eau et le fonctionnement des milieux aquatiques du territoire.**

Sur le volet agricole, l'objectif des actions proposées est de développer des pratiques durables au sein des exploitations (réflexions sur le chargement, fertilisation organique, aménagement des points d'abreuvement, limitation des traitements phytosanitaires et vétérinaires...), qui soient favorables à la qualité de l'eau. L'agriculture biologique est un des leviers identifiés pour atteindre ces objectifs, du fait de ses bénéfices reconnus en faveur de la préservation de la ressource en eau, liés à son cahier des charges.

Bio 63, Bio 15, Haute-Loire biologique et la FRAB proposent en 2018, au démarrage du contrat, d'étudier le potentiel de développement de l'agriculture biologique du contrat territorial de l'Alagnon. Ce travail permettra d'enrichir le diagnostic agricole du territoire et d'orienter les actions opérationnelles dès 2019 en réponse aux enjeux identifiés.

Action : Étudier le potentiel de développement de l'agriculture biologique

Partenaires : Cézallier bio, SIGAL, Organisations Professionnelles Agricoles, acteurs des filières, collectivités, associations locales, Agence de l'eau Loire-Bretagne, Conseils Départementaux...

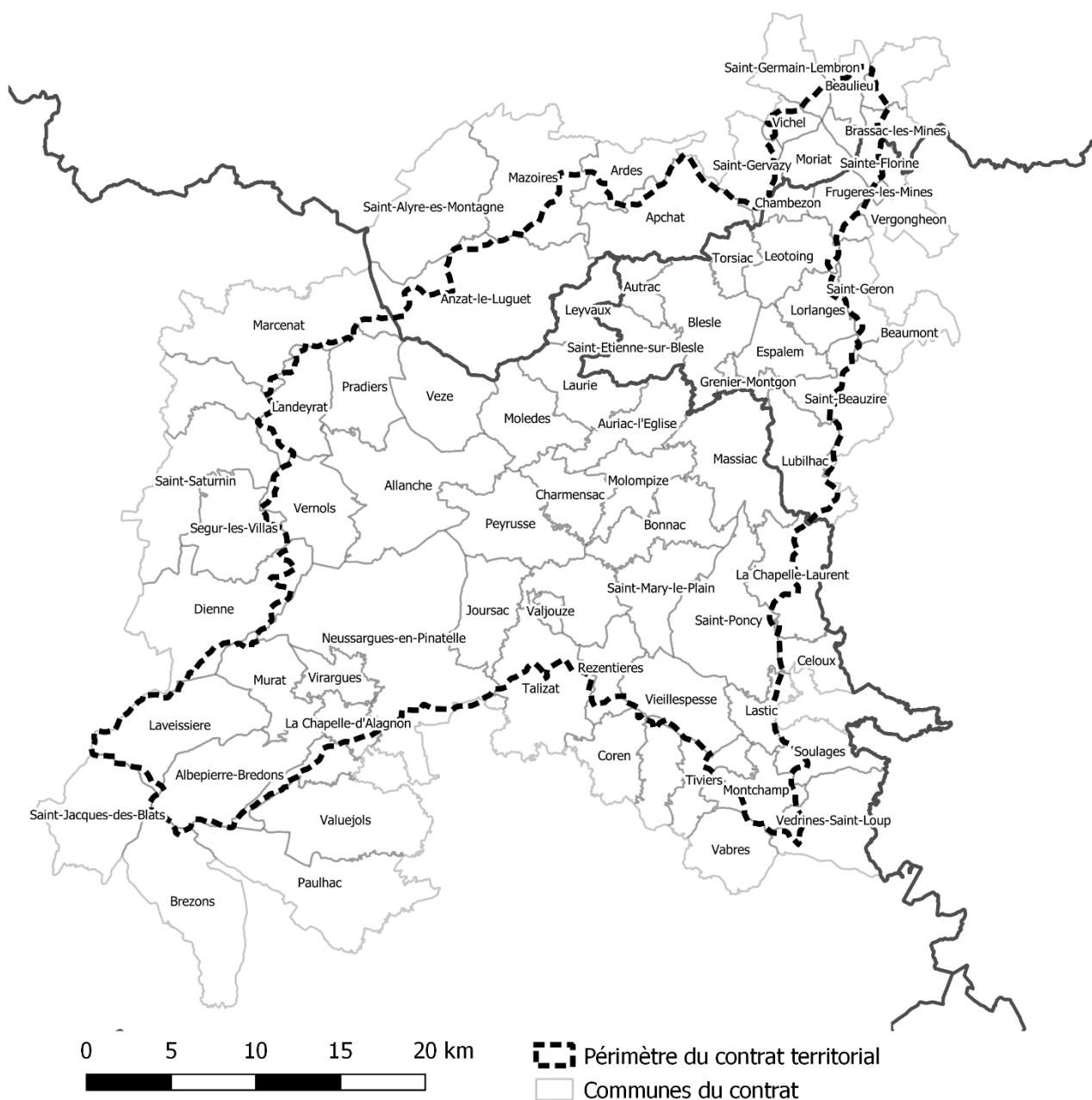
- Objectif : Mettre en évidence les éléments favorables au développement de l'AB ainsi que les freins, afin d'adapter une stratégie d'actions permettant de les lever.

- Cette étude constitue le préalable à la construction d'un plan d'action adapté au contexte local, permettant par la suite d'augmenter les surfaces en AB sur le territoire. Elle se base sur l'utilisation d'une grille d'analyse des territoires, élaborée par le réseau FNAB à cet effet, et s'organise autour de 3 axes :

- ❖ Axe 1 : Quel potentiel de production biologique sur le territoire ?
- ❖ Axe 2 : Quel potentiel de débouchés biologiques sur le territoire ?
- ❖ Axe 3 : Quel contexte politique et réglementaire influant sur la transition agricole du territoire ?

- L'étude a été menée à l'échelle de toutes les communes faisant partie du bassin versant, quelque soit la part de leur surface concernée, soit 78 communes réparties sur 3 départements (Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme) :

CODE_INSEE	NOM_COMMUNE		CODE_INSEE	NOM_COMMUNE
15001	Allanche		15237	Tiviers
15013	Auriac-l'Eglise		15245	Vabres
15022	Bonnac		15247	Valjouze
15025	Albepierre-Bredons		15248	Valuejols
15026	Brezons		15251	Vedrines-Saint-Loup
15032	Celoux		15253	Vernols
15041	La Chapelle-d'Alagnon		15256	Veze
15042	La Chapelle-Laurent		15259	Vieillespesse
15043	Charmensac		15263	Virargues
15055	Coren		43014	Autrac
15061	Dienne		43022	Beaumont
15069	Ferrieres-Saint-Mary		43033	Blesle
15080	Joursac		43050	Chambezou
15091	Landeyrat		43088	Espalem
15097	Lastic		43099	Frugeres-les-Mines
15098	Laurie		43103	Grenier-Montgon
15100	Laveissenet		43120	Lempdes-sur-Allagnon
15101	Laveissiere		43121	Leotoing
15105	Leyvaux		43123	Lorlanges
15114	Marcenat		43125	Lubilhac
15119	Massiac		43170	Saint-Beauzire
15125	Mentieres		43182	Saint-Etienne-sur-Blesle
15126	Moledes		43185	Sainte-Florine
15127	Molompize		43191	Saint-Geron
15130	Montchamp		43247	Torsiac
15138	Murat		43258	Vergongheon
15141	Neussargues-en-Pinatelle		63006	Anzat-le-Luguet
15148	Paulhac		63007	Apchat
15151	Peyrusse		63009	Ardes
15155	Pradiers		63022	Auzat-sur-Allier
15161	Rezentieres		63031	Beaulieu
15173	Saint-Bonnet-de-Condât		63050	Brassac-les-Mines
15192	Saint-Jacques-des-Blats		63091	Charbonnier-les-Mines
15203	Saint-Mary-le-Plain		63220	Mazoures
15207	Saint-Poncy		63242	Moriat
15213	Saint-Saturnin		63313	Saint-Alyre-es-Montagne
15225	Segur-les-Villas		63352	Saint-Germain-Lembron
15229	Soulages		63356	Saint-Gervazy
15231	Talizat		63456	Vichet



- L'étude mobilise de nombreuses informations qui ont été recueillies par différentes structures :
 - 41 diagnostics agricoles réalisés par le SIGAL dans le cadre de la contractualisation de MAEC sur le PAEC de l'Alagnon entre 2016 et 2017
 - 42 questionnaires de sensibilité à l'agriculture biologique proposés par Bio 63 et complétés par le SIGAL en même temps que les diagnostics agricoles des producteurs conventionnels
 - 50 enquêtes d'opérateurs filière, des collectivités locales et supra locales et des acteurs du développement agricole par Bio 63, Bio 15, Haute-Loire Bio et Cézallier Bio

ACRONYMES ET SIGLES

AAC	Aire d’Alimentation de Captage
AB	Agriculture Biologique
AOP	Appellation d’Origine Protégée
ASP	Agence de Services et de Paiement
BV	Bassin Versant
CC	Communauté de Communes
CT	Contrat Territorial
CUMA	Coopérative d’Utilisation de Matériel Agricole
DRAAF	Direction Régionale de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt
EARL	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
EHPAD	Etablissement d’Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
ETP	Equivalent Temps Plein
FNAB	Fédération Nationale d’Agriculture Biologique
FRAB	Fédération Régionale d’Agriculture Biologique
FRCIVAM	Fédération Régionale des Centres d’Initiatives pour Valoriser l’Agriculture et le Milieu rural
FRCUMA	Fédération Régionale des Coopératives d’Utilisation de Matériel Agricole
GAB	Groupeement départemental d’Agriculture Biologique
GAEC	Groupeement Agricole d’Exploitation en Commun
GIEE	Groupeement d’Intérêt Economique et Environnemental
GMS	Grandes et Moyennes Surfaces
IDEA	Indicateur de Durabilité des Exploitations Agricoles
IGP	Indication Géographique Protégée
LPO	Ligue pour la Protection des Oiseaux
MAEC	Mesures Agro-Environnementales et Climatiques
MFR	Maison Familiale et Rurale
OTEX	Orientation Technico-économique des Exploitations
PAC	Politique Agricole Commune
PAEC	Projet Agro-Environnemental et Climatique
PDR	Programme de Développement Rural
PLUI	Plan Local d’Urbanisme Intercommunal
PNRVA	Syndicat Mixte du Parc Naturel des Volcans d’Auvergne
PPAM	Plantes à Parfum Aromatiques et Médicinales
RGA	Recensement Général Agricole
RHD	Restauration Hors Domicile
SAGE	Schéma d’Aménagement et de Gestion des Eaux
SAU	Surface Agricole Utile
SDAGE	Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux
SFP	Surface Fourragère Principale
SIGAL	Syndicat Interdépartemental de Gestion de l’Alagnon et de ses Affluents
SIQO	Signe d’Identification de la Qualité et de l’Origine
UGB	Unité de Gros Bétail
VA	Vache Allaitante
VL	Vache Laitière

TABLE DES FIGURES

Figure 1 - Evolution du nombre d'exploitations agricoles par commune entre 2000 et 2010 (Sources : Agreste, SIGAL).....	15
Figure 2 - Evolution de la SAU par commune entre 2000 et 2010 (Sources : Agreste, SIGAL).....	16
Figure 3 - Evolution de l'OTEX dominante par commune (Sources : Agreste, SIGAL).....	16
Figure 4 - Evolution de la part des surfaces toujours en herbe dans la SAU (en %) (Source : Agreste, SIGAL).....	17
Figure 5 - Zones de production laitière des AOP fromagères (Sources : DatARA, SIGAL).....	17
Figure 6 - Nombre de fermes pour chaque AOP des communes du contrat (Sources : syndicats des 5 AOP).....	18
Figure 7 - Nombre de producteurs bio par commune en 2018 (sources : Agence Bio, SIGAL).....	18
Figure 8 - Ilots cultureux avec soutien à l'agriculture biologique en 2016 (Sources : DatARA, SIGAL).....	19
Figure 9 - Répartition des fermes enquêtées par type de production principale.....	20
Figure 10 - Répartition des fermes enquêtées par type de système fourrager.....	20
Figure 11 - Raisons exprimées par les agriculteurs pour choisir la dose d'engrais minéral de synthèse à apporter 'en nombre de fois citées).....	21
Figure 12 - Raisons exprimées par les agriculteurs à la non utilisation de techniques alternatives (en nombre de fois citées).....	22
Figure 13 - Estimation de la pérennité des exploitations selon les dires des agriculteurs.....	22
Figure 14 - Répartition du nombre d'hectares engagés en MAEC par type de mesure et par enjeu (Sources : SIGAL).....	23
Figure 15 - Localisation des CUMA présentes sur les communes du contrat (Sources : FRCUMA, FDCUMA, SIGAL).....	25
Figure 16 - Connaissance d'agriculteurs bio	
Figure 17 - Discussion des aspects techniques de la bio	26
Figure 18 - Participation à des rencontres techniques bio.....	26
Figure 19 - Discussion de la bio avec les opérateurs économiques	26
Figure 20 - Motivations à la conversion bio exprimées par les agriculteurs (en nombre de fois citées).....	27
Figure 21 - Freins à la conversion bio exprimés par les agriculteurs (en nombre de fois cités).....	28
Figure 22- Besoins d'informations et d'accompagnement à l'AB exprimés par les agriculteurs (en nombre de fois cités).....	29
Figure 23 - Avis des agriculteurs pour une conversion à l'AB	29
Figure 24 - Densité de population et nombre d'habitants par commune (Sources : INSEE, SIGAL).....	32
Figure 25 - Evolution de la population des communes du contrat entre 2010 et 2015 (Sources : INSEE, SIGAL).....	33
Figure 26 - Principaux axes routiers du territoire (Sources : Géoportail, SIGAL).....	33
Figure 27 - Localisation des acteurs filière enquêtés (sauf collecteurs de lait Sodiaal et Biolait non représentés) et des principaux outils d'abattage, de découpe et de transformation	36
Figure 28 - Intercommunalités concernées par le contrat (Sources : IGN AdminExpress, SIGAL).....	46
Figure 29 - Territoire Cézallier Bio (Sources : Cézallier Bio, SIGAL).....	47
Figure 30 - Localisation du Parc Naturel des Volcans d'Auvergne (Sources : DatARA, SIGAL).....	49
Figure 31 - Communes du contrat territorial classées en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates (classement 2017) (Sources : DatARA, SIGAL).....	51
Figure 32 - Zones Natura 2000 présentes sur le contrat territorial (Sources : DatARA, SIGAL).....	52

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Principales données d'évolution de l'agriculture entre 1988 et 2010 (Source : Agreste)	15
Tableau 2 - Points forts et points faibles des exploitations pour une conversion bio (en nombre de fois cités)	27
Tableau 3 - Développement de l'AB et de pratiques innovantes dans l'enseignement agricole	30
Tableau 4 - Accompagnement technique spécialisé bio disponible.....	30
Tableau 5 - Principaux outils d'abattage, de découpe et de transformation certifiés bio disponibles pour les producteurs du territoire.....	35
Tableau 6 - Liste des opérateurs filières enquêtés	37

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 - Liste des structures et des personnes enquêtées.....	61
---	----

TABLE DES MATIÈRES

1- QUEL POTENTIEL DE PRODUCTION BIOLOGIQUE SUR LE TERRITOIRE ?	15
• Quelles sont les caractéristiques de l'agriculture du territoire ?	15
• Que représente la production bio actuellement ?	18
• Les modes de production agricole du territoire sont-ils proches de l'agriculture biologique ?	19
• Des agriculteurs sont-ils investis dans des démarches de changement ou d'innovation ?	23
• Quelle est la sensibilité des agriculteurs conventionnels envers la bio, envers les systèmes environnementalement performants ?	26
• La sensibilisation et l'accompagnement des agriculteurs en faveur de la bio font-ils l'objet d'animation, de moyens techniques et financiers ?	29
2 – QUEL POTENTIEL DE DÉBOUCHÉS BIOLOGIQUES SUR LE TERRITOIRE ?	32
• Quel potentiel de consommation de produits bio sur le territoire ?	32
• Quels débouchés biologiques en restauration hors-domicile (RHD) ?	34
• Quels débouchés biologiques en circuits courts ?	34
• Quels débouchés biologiques en circuits longs ?	36
Filière viande bovine	38
Filière viande ovine	39
Filière laitière	40
Filière porc	41
Filière volailles chair	41
Filière poules pondeuses	42
Filière grandes cultures	42
Autres filières végétales	43
3 - QUEL CONTEXTE POLITIQUE ET RÉGLEMENTAIRE INFLUANT SUR LA TRANSITION AGRICOLE DU TERRITOIRE ?	45
• Quelles sont les positions politiques, objectifs et moyens mis en œuvre par les collectivités et les acteurs du développement agricole sur le territoire ?	45
• Quels sont les enjeux fonciers locaux ?	50
• Quel est le contexte réglementaire local ?	51
BILAN DE L'ÉTAT DES LIEUX DU TERRITOIRE	54
SYNTHÈSE DES PISTES D'ACTIONS IDENTIFIÉES	56
LIMITES DE L'ÉTUDE : LES QUESTIONS QUI RESTENT EN SUSPENS	58
RESTITUTION ET PERSPECTIVES	59

1- QUEL POTENTIEL DE PRODUCTION BIOLOGIQUE SUR LE TERRITOIRE ?

• Quelles sont les caractéristiques de l'agriculture du territoire ?

Tableau 1 - Principales données d'évolution de l'agriculture entre 1988 et 2010 (Source : Agreste)

	1988	2000	2010	Variation communes CT 2000-2010	Variation Auvergne 2000-2010
Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune	2429	1714	1490	-13,1%	-20,9%
Travail dans les exploitations agricoles (en UTA = Unité de Travail Annuel)	4146	2814	2287	-18,7%	-21,2%
Cheptel (en UGB)	116106	116113	115648	-0,4%	-3,3%
Superficie Agricole Utilisée (en ha)	111181	109411	102301	-6,5%	-3,6%
Superficie Toujours en Herbe (en ha)	94097	89033	81669	-8,3%	-7,3%
Part de la Superficie Toujours en Herbe dans la Superficie Agricole Utilisée (en % de SAU)	84,6%	81,4%	79,8%	-2,0%	-3,8%

► Les 78 communes du contrat territorial comptaient 1490 exploitations agricoles en 2010. Ce territoire n'échappe pas à la tendance nationale de recul important du nombre d'exploitations, avec un agrandissement des surfaces et de la taille du troupeau par ferme. La tendance d'évolution est tout de même légèrement meilleure qu'à l'échelle régionale concernant la diminution du nombre d'exploitations, de la main d'œuvre dans les fermes et du cheptel. En revanche, les surfaces agricoles régressent plus vite qu'à l'échelle régionale (-6,5% contre -3,6%), les surfaces toujours en herbe étant plus impactées que les surfaces labourées (Tableau 1).

► Le plateau du Cézallier autour d'Allanche et la zone des Monts du Cantal autour de Murat semblent plus touchés par la déprise agricole que le reste du territoire (Figures 1 et 2).

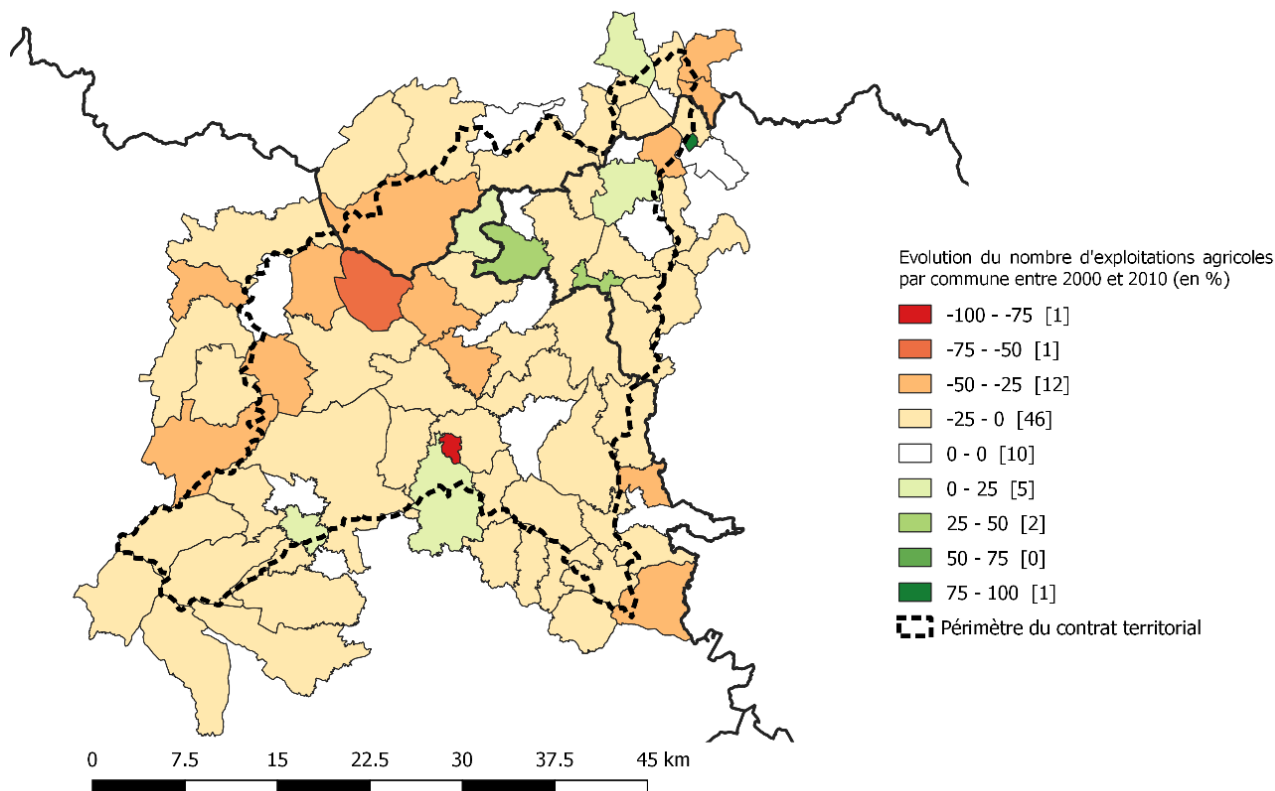


Figure 1 - Evolution du nombre d'exploitations agricoles par commune entre 2000 et 2010 (Sources : Agreste, SIGAL)

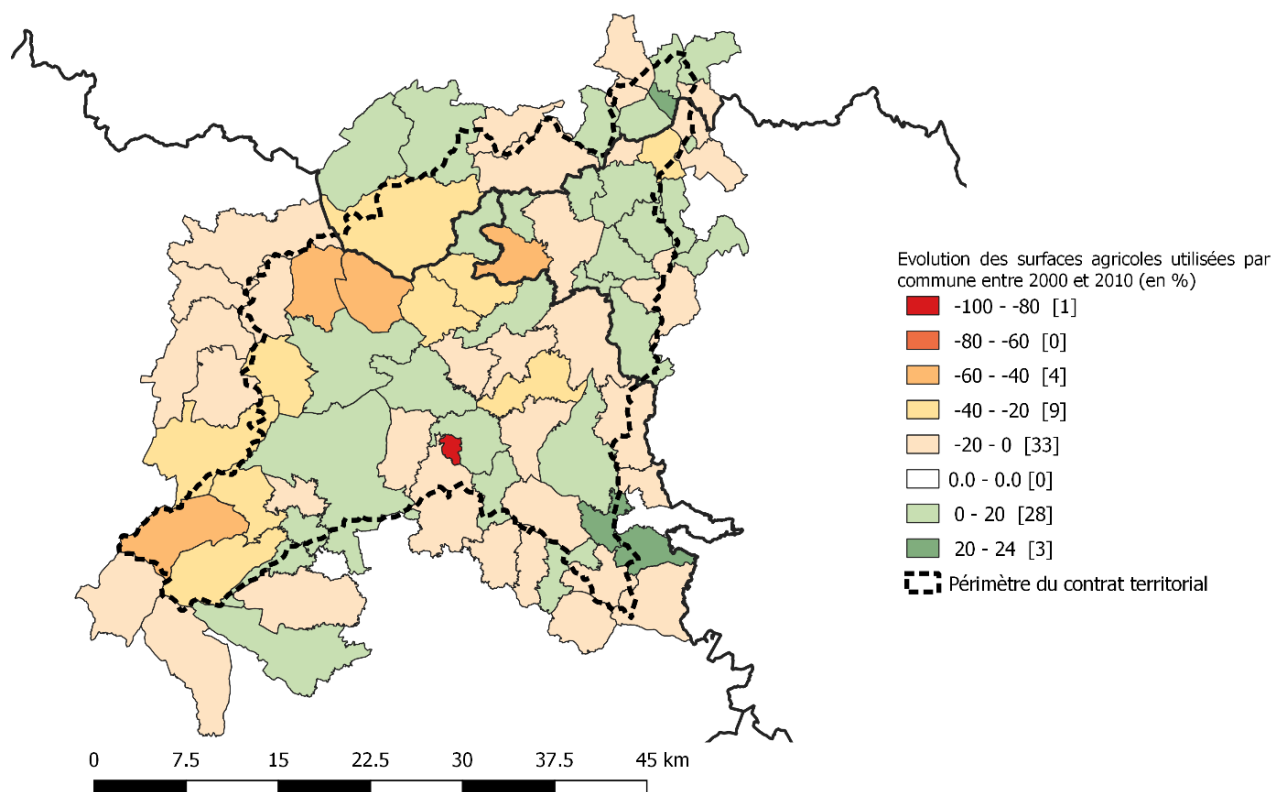


Figure 2 - Evolution de la SAU par commune entre 2000 et 2010 (Sources : Agreste, SIGAL)

► Les fermes de montagne avec des élevages de bovins mixtes laitier/allaitant constituent la production majoritaire du territoire (Figure 3). Les fermes spécialisées laitières sont en recul au profit d'ateliers allaitants sur des fermes mixtes ou spécialisées. Au Nord, en aval de l'Alagnon, la proportion de terres cultivées est plus importante, cette zone correspondant au Brivadois et à l'extrême sud de la Limagne ; elle est également en progression, au détriment des prairies.

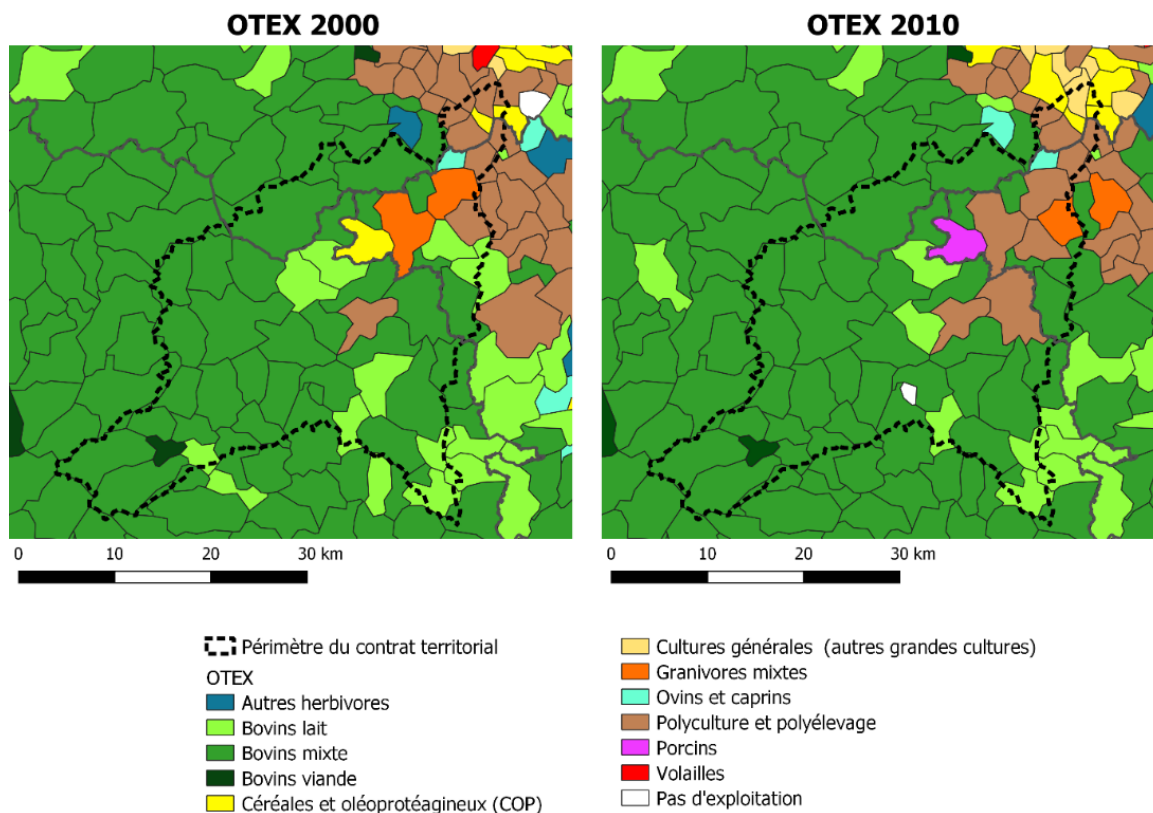


Figure 3 - Evolution de l'OTEX dominante par commune (Sources : Agreste, SIGAL)

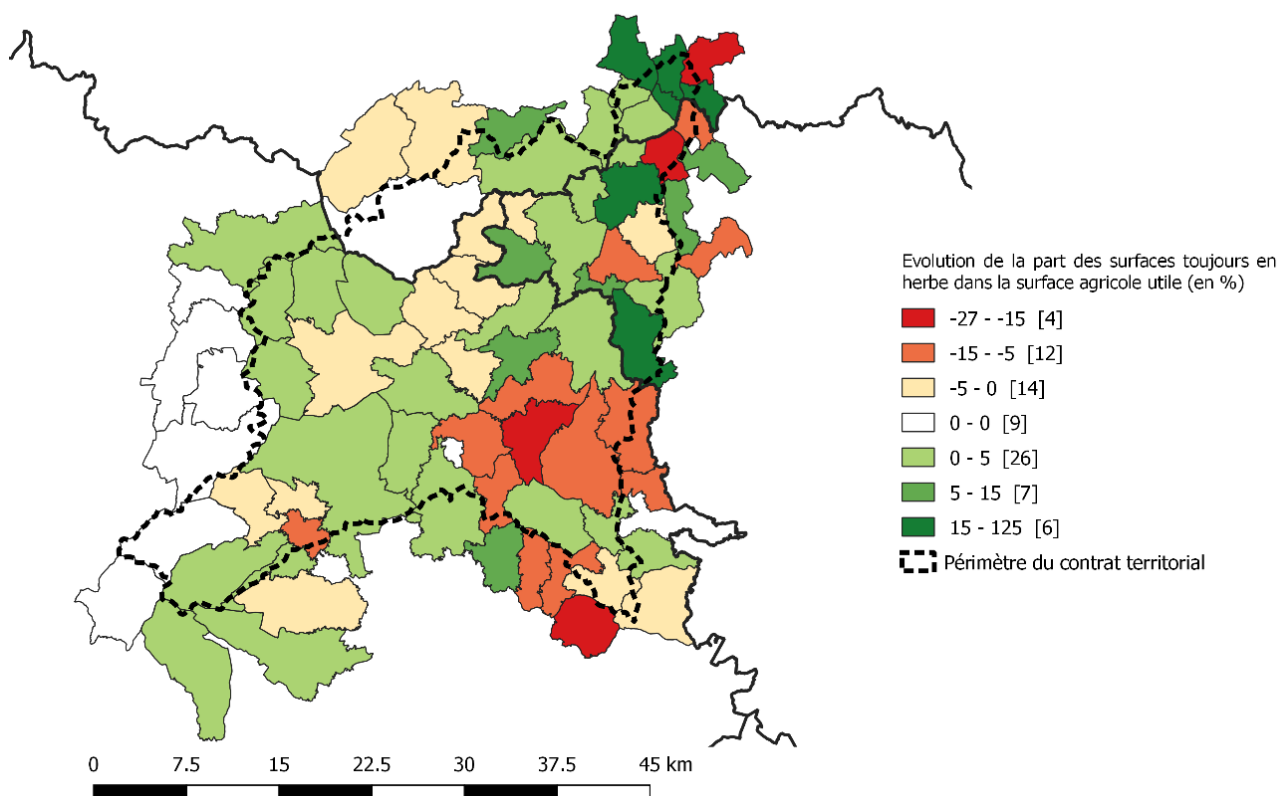


Figure 4 - Evolution de la part des surfaces toujours en herbe dans la SAU (en %) (Source : Agreste, SIGAL)

► Si la régression des surfaces toujours en herbe semble ralentir à l'échelle du territoire, la situation est pourtant très hétérogène en fonction des secteurs. La Margeride constitue en effet la principale zone de diminution de ces surfaces, avec bien souvent un retournement des prairies permanentes afin d'implanter du maïs (Figure 4).

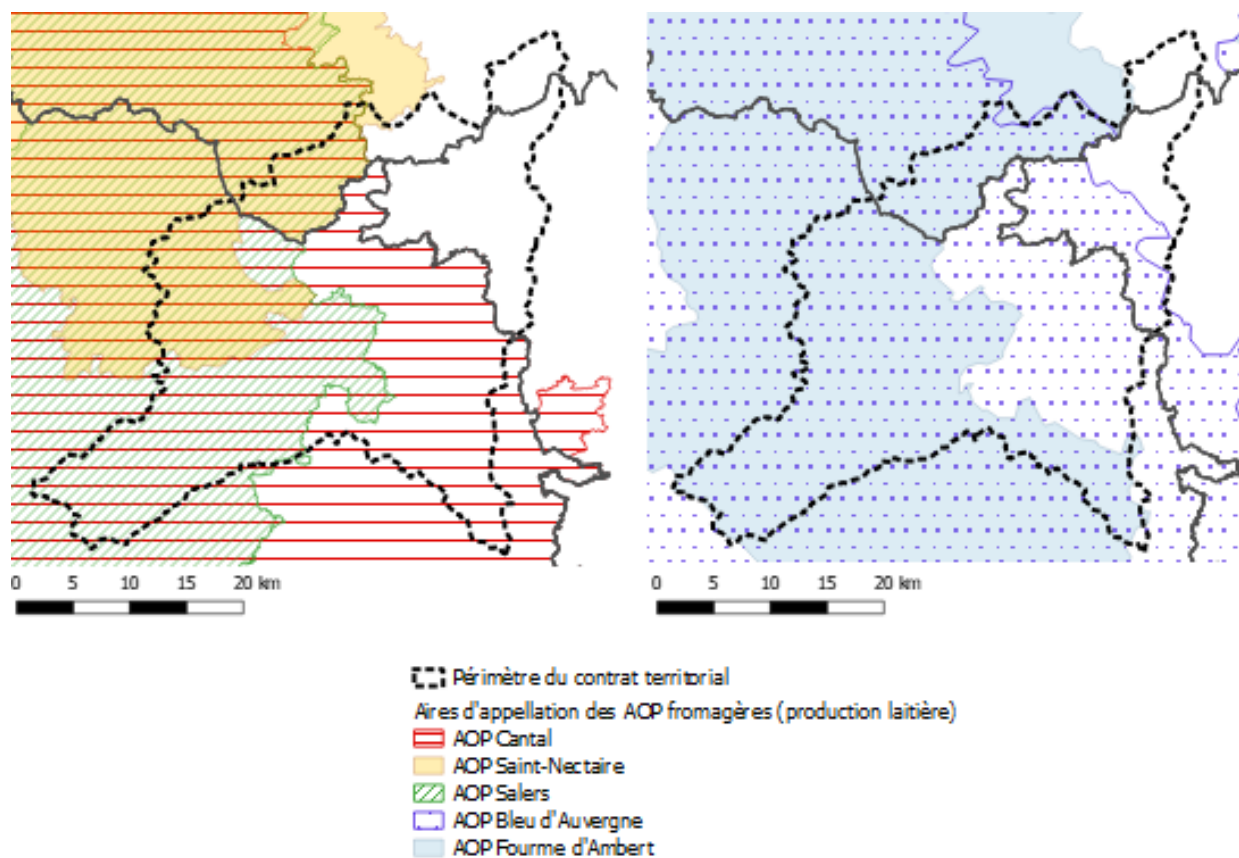


Figure 5 - Zones de production laitière des AOP fromagères (Sources : DatARA, SIGAL)

► Les zones de production laitière des 5 AOP fromagères sont toutes présentes sur ce territoire (Figure 5). 18 communes du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire ne se trouvent sur aucune de ces zones AOP ; cela correspond à des communes situées en plaine. L'AOP la plus représentée est l'AOP Cantal, suivie des deux pâtes persillées, le Bleu d'Auvergne et la Fourme d'Ambert (Figure 6). Certaines fermes sont engagées dans plusieurs AOP et sont donc comptabilisées plusieurs fois. Le lien des AOP à la bio sera discuté plus tard dans l'étude (cf page 40).

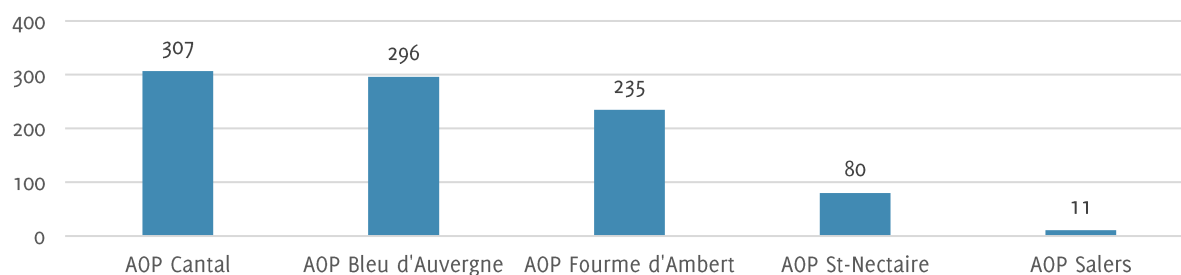


Figure 6 - Nombre de fermes pour chaque AOP des communes du contrat (Sources : syndicats des 5 AOP)

• Que représente la production bio actuellement ?

► Le territoire de l'Alagnon compte 93 exploitations en agriculture biologique (Source : Agence Bio, mai 2018). Elles se répartissent sur 51 des 78 communes que compte le contrat (Figure 7). 46% des fermes constituent des conversions récentes, effectuées entre 2016 et 2018.

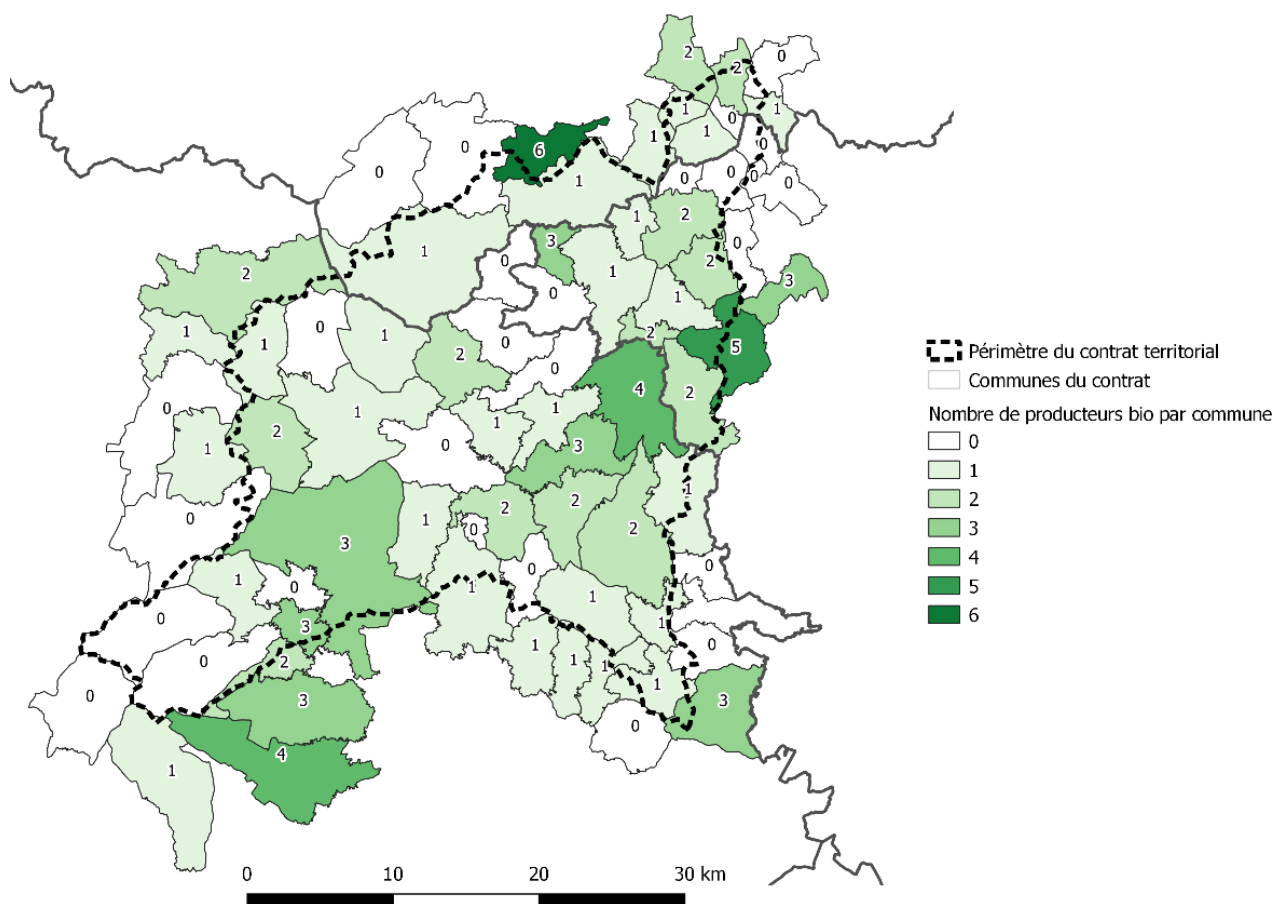


Figure 7 - Nombre de producteurs bio par commune en 2018 (sources : Agence Bio, SIGAL)

► En termes de surfaces bio, les données PAC les plus récentes (PAC 2016) montrent qu'elles se sont essentiellement développées entre 2015 et 2016 sur la partie Haute-Loire (secteur Blesle/Espalem) et sur les franges du bassin versant (secteur La Chapelle d'Alagnon, secteur Coren/Rézenzières et Landeyrat/Vernols). L'AB est moins implantée dans le centre du territoire (secteur Allanche/Peyrusse/Charmensac) (Figure 8).

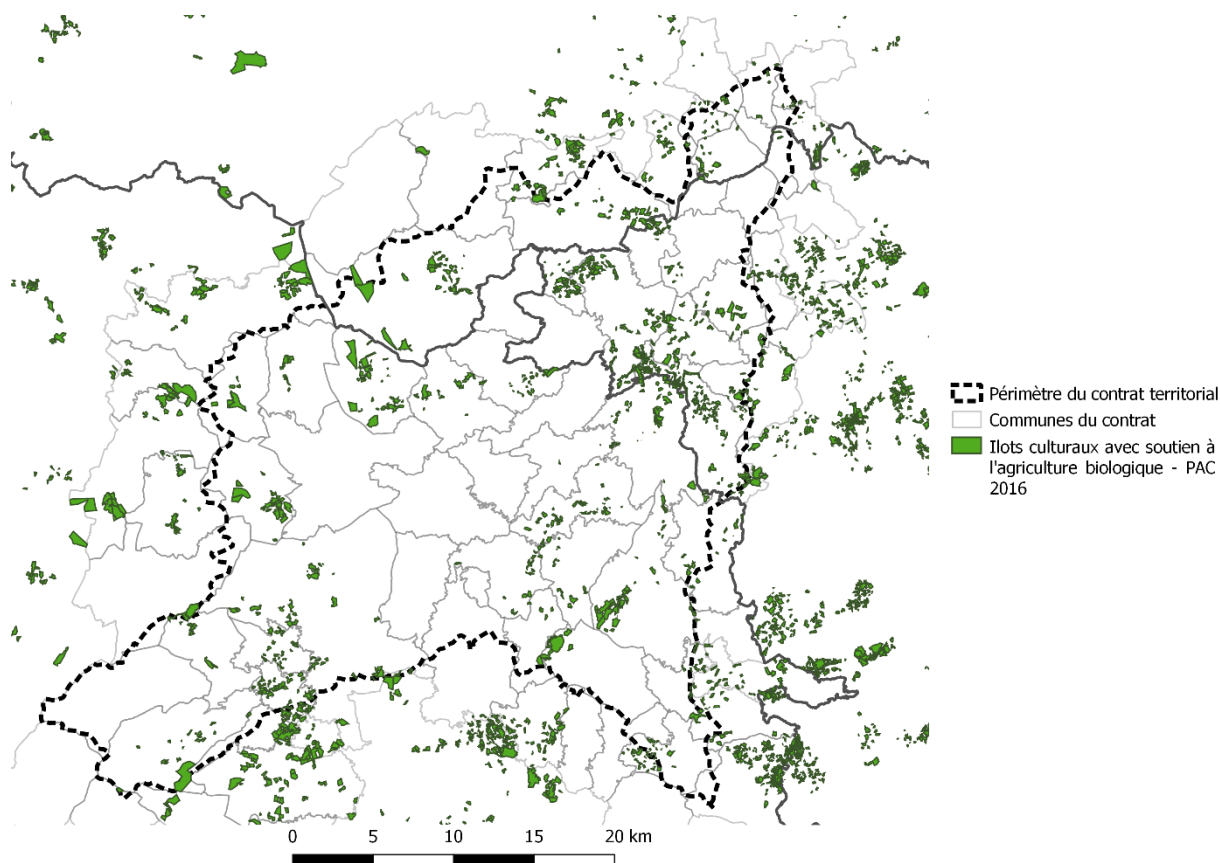


Figure 8 - Ilots culturels avec soutien à l'agriculture biologique en 2016 (Sources : DatARA, SIGAL)

► Les fermes bio du territoire sont essentiellement des fermes spécialisées dans l'élevage de bovins laitiers ou allaitants (environ 45 fermes). 4 fermes sont spécialisées en grandes cultures, 5 en maraîchage et 5 en PPAM. La majorité des autres fermes sont diversifiées et comportent 2 à 3 ateliers (porcs, volailles, grandes cultures). Certaines productions ne comptent qu'une à deux fermes en bio (élevage caprin, petits fruits, viticulture, héliiculture...) (Sources : Bio63, Bio15, Haute-Loire Bio).

► Par ailleurs, l'étude menée par Cézallier Bio chez 8 éleveurs de bovins viande bio du Cézallier a permis de réaliser plusieurs constats supplémentaires :

- seulement 34% des bovins allaitants produits en bio sur la zone sont commercialisés sous le label AB (systèmes naisseurs avec vente de brouillards, 3 éleveurs sur 8 encore en conversion)
- peu de changements ont été effectués par les éleveurs dans leur système au moment de la conversion. Ceux-ci ont toutefois plutôt pour objectif de faire évoluer leur système.
- développer l'engraissement fait partie des perspectives d'évolution de la moitié des éleveurs enquêtés. Aujourd'hui, les freins à l'engraissement évoqués sont la nécessité d'acheter ou de produire des céréales (altitude, foncier, coût de l'aliment), le manque d'autonomie fourragère et la qualité des fourrages, ainsi que le manque de place en bâtiment
- les circuits de commercialisation sont assez peu diversifiés ; la vente directe représente 10% des volumes commercialisés
- les éleveurs mettent en évidence qu'il existe un manque d'informations sur la filière et les débouchés possibles

• Les modes de production agricole du territoire sont-ils proches de l'agriculture biologique ?

Focus sur les diagnostics agricoles des fermes conventionnelles

L'analyse de la facilité de passage en AB des exploitations conventionnelles du territoire se base sur les diagnostics agricoles de 41 fermes, ayant été réalisés par le SIGAL entre 2016 et 2017 dans le cadre de contractualisations en MAEC. Les diagnostics agricoles sont basés sur la méthode IDEA, qui vise à évaluer la durabilité agro-écologique, socio-territoriale et économique des exploitations.

Les 41 fermes enquêtées se situent toutes dans le Cantal, sauf 1 dans le Puy-de-Dôme. Elles ont toutes pour production principale l'élevage de bovins, pour majorité en bovins mixtes (Figure 9).

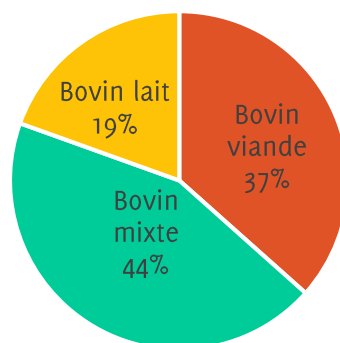


Figure 9 - Répartition des fermes enquêtées par type de production principale

Les 😊 😐 😞 désignent la proximité des fermes au cahier des charges de l'agriculture biologique.

SAU		► 77,2 ha en moyenne, grande hétérogénéité (minimum = 31ha, maximum = 331 ha)										
Cheptel		► Bovin lait : 41 VL (minimum = 28, maximum = 70) ► Bovin mixte : 33 VL et 50 VA en moyenne ► Bovin viande : 63 VA en moyenne (minimum = 25, maximum = 115)										
Structure juridique		► 24 GAEC, 1 EARL, 16 exploitations individuelles										
Chargement	😊	► 0,97 UGB/ha de SFP ► Toutes les fermes ont un chargement inférieur à 1,3 UGB/ha de SFP, sauf une à 1,65 UGB/ha de SFP. Le cahier des charges AB n'impose pas de chargement maximum mais il implique tout de même une adéquation entre le nombre d'animaux et les surfaces épandables, ainsi qu'une obligation d'autoproduction alimentaire d'au moins 60%. Cette condition nécessite d'adapter le cheptel aux surfaces disponibles.										
Assolement	😐	► 54% des fermes sont 100% prairies. Les 2/3 de ces fermes sont 100% prairies permanentes. ► 46% possèdent des surfaces cultivées, quasiment exclusivement pour l'autoconsommation du troupeau.										
Alimentation des animaux et gestion des fourrages	😊	<p>► Globalement des fermes autonomes en fourrages du fait de la prédominance des systèmes herbagers. 2 fermes sur 3 n'utilisent pas d'ensilage (ration de base tout foin ou foin + enrubannage) (Figure 10).</p> <div><table><tr><th>Type de système fourrager</th><th>Pourcentage</th></tr><tr><td>Pas d'ensilage</td><td>66%</td></tr><tr><td>Avec ensilage d'herbe</td><td>17%</td></tr><tr><td>Avec ensilage d'herbe + maïs</td><td>15%</td></tr><tr><td>Avec ensilage de maïs</td><td>2%</td></tr></table></div> <p>Figure 10 - Répartition des fermes enquêtées par type de système fourrager</p> <p>► Plus de la moitié des producteurs ont toutefois indiqué qu'il était possible de mieux valoriser l'herbe sur leur ferme</p> <p>► Aucune exploitation n'est autonome en concentrés. Une ferme est en ration tout foin et n'utilise pas de concentrés.</p>	Type de système fourrager	Pourcentage	Pas d'ensilage	66%	Avec ensilage d'herbe	17%	Avec ensilage d'herbe + maïs	15%	Avec ensilage de maïs	2%
Type de système fourrager	Pourcentage											
Pas d'ensilage	66%											
Avec ensilage d'herbe	17%											
Avec ensilage d'herbe + maïs	15%											
Avec ensilage de maïs	2%											

Traitements sanitaires animaux	☹️	<ul style="list-style-type: none">▶ Antiparasitaires utilisés en systématique dans quasiment toutes les fermes sur les jeunes ou tout le troupeau. Peu d'éleveurs traitent uniquement au cas par cas après observation ou en fonction d'analyses coprologiques.▶ Peu d'informations dans les diagnostics agricoles sur les problèmes sanitaires en élevage et l'utilisation d'antibiotiques.																
Débouchés		<ul style="list-style-type: none">▶ Commercialisation essentiellement en circuits longs : seulement 4 fermes sur 41 ont une activité de vente directe, celle-ci représentant entre 5 et 30% de leur chiffre d'affaires.▶ 27 fermes sur 41 valorisent leurs produits sous SIQO en AOP, Label Rouge ou IGP. 14 sur 41 ne valorisent sous aucun signe de qualité, ce sont essentiellement des exploitations spécialisées en bovin viande.▶ Très peu d'activité d'engraissement : cela concerne seulement 7 fermes sur les 33 qui ont un atelier viande (génisses, vaches et veaux gras). Les autres sont toutes en systèmes naisseurs avec vente de brouards uniquement.▶ Activité courante de vente de quelques reproducteurs (mâles et femelles).																
Bâtiments	☹️	<ul style="list-style-type: none">▶ 59% des fermes ont au moins un bâtiment avec un système entravé et des animaux à l'attache. A l'horizon 2021, ce type de bâtiments risque d'être problématique en bio car le nouveau règlement qui rentrera en vigueur au 1^{er} janvier 2021 risque de limiter la dérogation existante uniquement à des fermes de petite taille. La notion de « petite taille » n'est pas encore définie mais elle risque d'exclure un certain nombre de fermes du système de production biologique, ainsi que de limiter les conversions de beaucoup d'autres. Certaines fermes déjà en bio ou en conversion ne sont en effet pas toutes en mesure aujourd'hui d'appliquer la dérogation actuelle, qui demande que les animaux sortent 2 fois par semaine si les conditions le permettent.																
Fertilisation	☹️	<ul style="list-style-type: none">▶ 83% des fermes utilisent des engrais minéraux de synthèse. Ceux-ci sont interdits en bio. Le choix de la dose d'engrais minéral à apporter se fait majoritairement par habitude (citée par 23 agriculteurs) ou suite aux préconisations d'un conseiller (citée par 12 agriculteurs) (Figure 11). Ces résultats montrent que ces agriculteurs raisonnent peu la fertilisation selon l'utilisation de leurs surfaces ou l'observation des parcelles. Ceci peut être mis en relation avec le fait que les producteurs de cette zone sont d'abord intéressés par l'élevage et sont donc moins sensibles aux questions agronomiques. <div><table><tr><td>habitude</td><td>23</td></tr><tr><td>conseil/commercial</td><td>12</td></tr><tr><td>budget</td><td>3</td></tr><tr><td>observation</td><td>1</td></tr><tr><td>stocks engrais</td><td>1</td></tr><tr><td>stocks fourrages</td><td>1</td></tr><tr><td>utilisation surfaces</td><td>1</td></tr><tr><td>mécanisation/accessibilité parcelles</td><td>1</td></tr></table></div> <p>Figure 11 - Raisons exprimées par les agriculteurs pour choisir la dose d'engrais minéral de synthèse à apporter 'en nombre de fois citées)</p>	habitude	23	conseil/commercial	12	budget	3	observation	1	stocks engrais	1	stocks fourrages	1	utilisation surfaces	1	mécanisation/accessibilité parcelles	1
habitude	23																	
conseil/commercial	12																	
budget	3																	
observation	1																	
stocks engrais	1																	
stocks fourrages	1																	
utilisation surfaces	1																	
mécanisation/accessibilité parcelles	1																	
Désherbage	☹️ 😬	<ul style="list-style-type: none">▶ Toutes les fermes ayant des surfaces en cultures (46% des fermes pour rappel) utilisent des produits phytosanitaires, également interdits en bio. Ce sont quasiment exclusivement des herbicides (utilisation de fongicides anecdotique et pas d'utilisation d'insecticides). Les fermes en 100% prairies n'en utilisent pas, mis à part quelques fermes qui utilisent du PH3 pour les taupes.▶ L'utilisation de techniques alternatives aux produits phytosanitaires est assez peu répandue ; cela ne représente que 30% des agriculteurs ayant des cultures. La première raison invoquée est le manque de matériel, relevée par 6 agriculteurs.																

		<div><div><div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><</div></div></div></div>
--	--	--

• Des agriculteurs sont-ils investis dans des démarches de changement ou d'innovation ?

► 79 exploitations ont engagé des MAEC sur le territoire du PAEC de l'Alagnon. 29 ont engagé des MAEC pour l'enjeu Biodiversité, 52 pour l'enjeu Eau, certaines ayant engagé les deux.

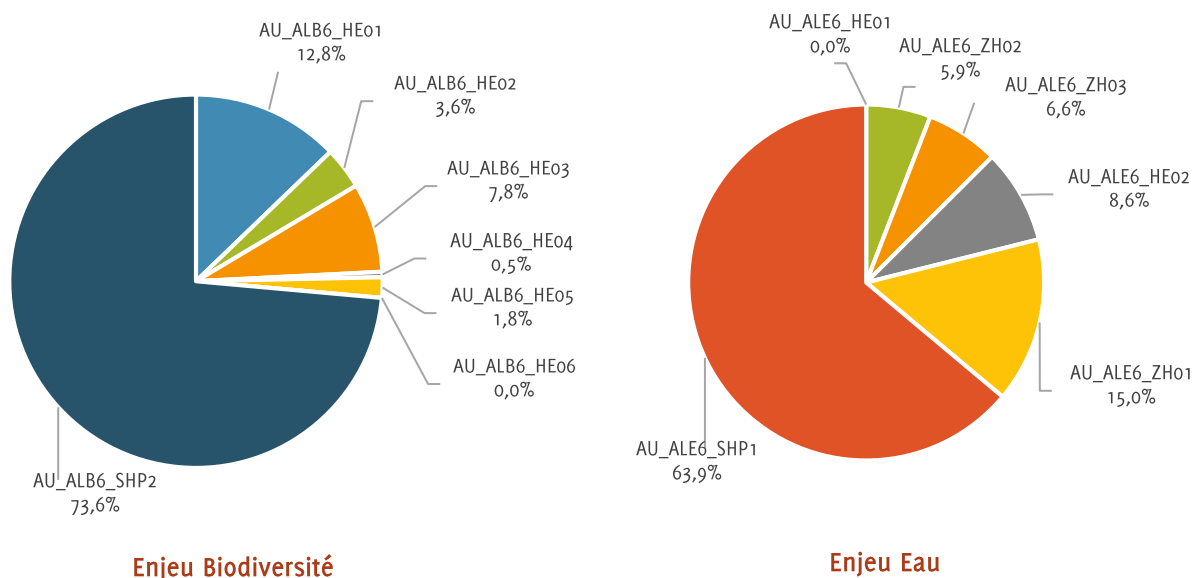


Figure 14 - Répartition du nombre d'hectares engagés en MAEC par type de mesure et par enjeu (Sources : SIGAL)

► Le bilan de la campagne de MAEC 2016-2017 pour le PAEC de l'Alagnon met en évidence une contractualisation de MAEC majoritairement peu contraignantes (Figure 14) :

- pour l'enjeu Biodiversité, la principale MAEC engagée (AU_ALB6_SHP2, 73,6% des surfaces engagées) concerne des estives collectives et vise un objectif de diversité floristique par la présence de certaines catégories de plantes indicatrices. La mesure AU_ALB6_HE03 (7,8%) est assez similaire et tend vers le même objectif. La mesure AU_ALB6_HE01, plus contraignante du fait de l'absence de fertilisation azotée et de la limitation du chargement annuel en UGB/ha, ne représente finalement que 12,8% des surfaces contractualisées pour cet enjeu.

- pour l'enjeu Eau, la principale MAEC engagée (AU_ALE6_SHP1, 63,9%) est une mesure « Système ». Elle vise à maintenir un niveau minimum de surfaces herbagères (75% pour l'Alagnon) dans la SAU. Si elle contraint assez peu les agriculteurs du territoire qui sont déjà dans des systèmes majoritairement herbagers, elle permet toutefois de valoriser et de maintenir ce type de pratiques. La deuxième MAEC la plus contractualisée concerne uniquement les zones humides (AU_ALE6_ZH01) et prévoit l'absence de fertilisation et un plan de gestion. Les mesures conduisant véritablement à un changement de pratique à l'échelle de toute une parcelle sont très peu prisées, comme celle qui demande une absence de fertilisation et un retard de fauche, qui n'a pas du tout été contractualisée car jugée trop contraignante (AU_ALE6_HE01).

Dynamiques collectives et accompagnement au changement de pratiques

► Plusieurs GIEE sont actifs sur le territoire ou dans sa périphérie :

En Haute-Loire :

Intitulé	Structure porteuse	Structure d'accompagnement	Nombre d'agriculteurs impliqués	Secteur
« Les épis de Cérès - Pour le développement des céréales populations en Haute-Loire »	Haute-Loire Biologique	Haute-Loire Biologique	14	Département de la Haute-Loire
« Concrétiser une unité de méthanisation collective sur gisement exclusif d'effluents, de résidus agricoles, de couverts végétaux hivernaux et de cultures intermédiaires en valorisation injection biométhane »	SARL AgriBrivaMetha	Comité de suivi et comité de partenariat <i>ad hoc</i>	10	Petite région agricole du Brivadois

Dans le Cantal :

Intitulé	Structure porteuse	Structure d'accompagnement	Nombre d'agriculteurs impliqués	Secteur
« Agriculture Durable de Moyenne Montagne : optimisation des agro-ressources des territoires et étude de la relation entre les pratiques des agriculteurs et la qualité des produits en vue de leur valorisation pour une transition agroécologique du Territoire »	Cant'Adear	Cant'Adear	6	Est du Cantal, secteur St-Flour
« Innover et améliorer la durabilité du système traditionnel Salers pour assurer un avenir à ce modèle d'élevage unique et ancré à son territoire, par la valorisation des ressources naturelles et par la commercialisation de produits de qualités »	Association Tradition Salers	Chambre d'Agriculture du Cantal	44	Monts du Cantal, du Cézallier et de la Planèze de Saint-Flour (+ Artense, bassin d'Aurillac, Massif du Sancy)
« Conforter durablement et assurer le développement de la production de porcs de montagne sur paille »	Coopérative Agricole des Producteurs de Porcs (CAPP, groupe Altitude)	Coopérative Agricole des Producteurs de Porcs (CAPP, groupe Altitude)	22	Département du Cantal

Dans le Puy-de-Dôme :

Intitulé	Structure porteuse	Structure d'accompagnement	Nombre d'agriculteurs impliqués	Secteur
« Renforcer le savoir-faire sur les techniques de l'agriculture de conservation des sols et mettre en œuvre le changement de pratiques tout en recherchant la performance économique et environnementale des exploitations »	Association de défense des agriculteurs et propriétaires du Pays des Couzes	Chambre d'Agriculture du Puy-de-Dôme	5	Secteur Limagnes Sud
« Le développement d'une agriculture durable et vertueuse en pays d'Issoire Val d'Allier grâce à la récolte des menues paille, l'utilisation du digestat et l'implantation de cultures dérobées et protéiques »	Association Métha Issoire Val d'Allier (AMIVA)	territoire de l'Agglo Pays d'Issoire secteur Val d'Allier	16	Territoire de l'Agglo Pays d'Issoire - Val d'Allier
« Améliorer les pratiques en grandes cultures face à la problématique « adventice » afin de stopper l'utilisation de produits phytosanitaires, tout en garantissant la viabilité économique des fermes »	Bio63	Bio63	24	Petite région agricole de la Limagne

► Le dispositif DEPHY FERME du plan Ecophyto II rassemble des exploitations agricoles conventionnelles et biologiques engagées dans une démarche collective et volontaire de réduction de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. Elles sont réparties dans différents réseaux, chacun animé par un ingénieur réseau. 3 réseaux DEPHY sont présents sur le territoire de l'Alagnon :

Production	Projet collectif	Animation et suivi	Secteur
Maraichage	« Comment optimiser la maîtrise des adventices en système maraîcher biologique ? »	FRAB Auvergne Rhône-Alpes	Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme
Polyculture-élevage	« Améliorer les pratiques culturales pour limiter les produits phytosanitaires tout en assurant l'autonomie alimentaire »	Chambre d'Agriculture du Cantal	Cantal secteur de St-Flour
Grandes cultures	« Etude et interactions entre pratiques et fertilité biologique des sols. Evaluation des rotations en termes d'usage de produits phytosanitaires et rentabilité. »	Chambre d'Agriculture du Puy-de-Dôme	Puy-de-Dôme plaine de la Limagne

► Les CUMA sont bien implantées sur le territoire (31 recensées), mais leur répartition est assez hétérogène : le tissu de CUMA est plus important sur le secteur de la Margeride alors qu'il y en a assez peu sur le Brivadois, le centre et l'ouest du territoire (Figure 15).

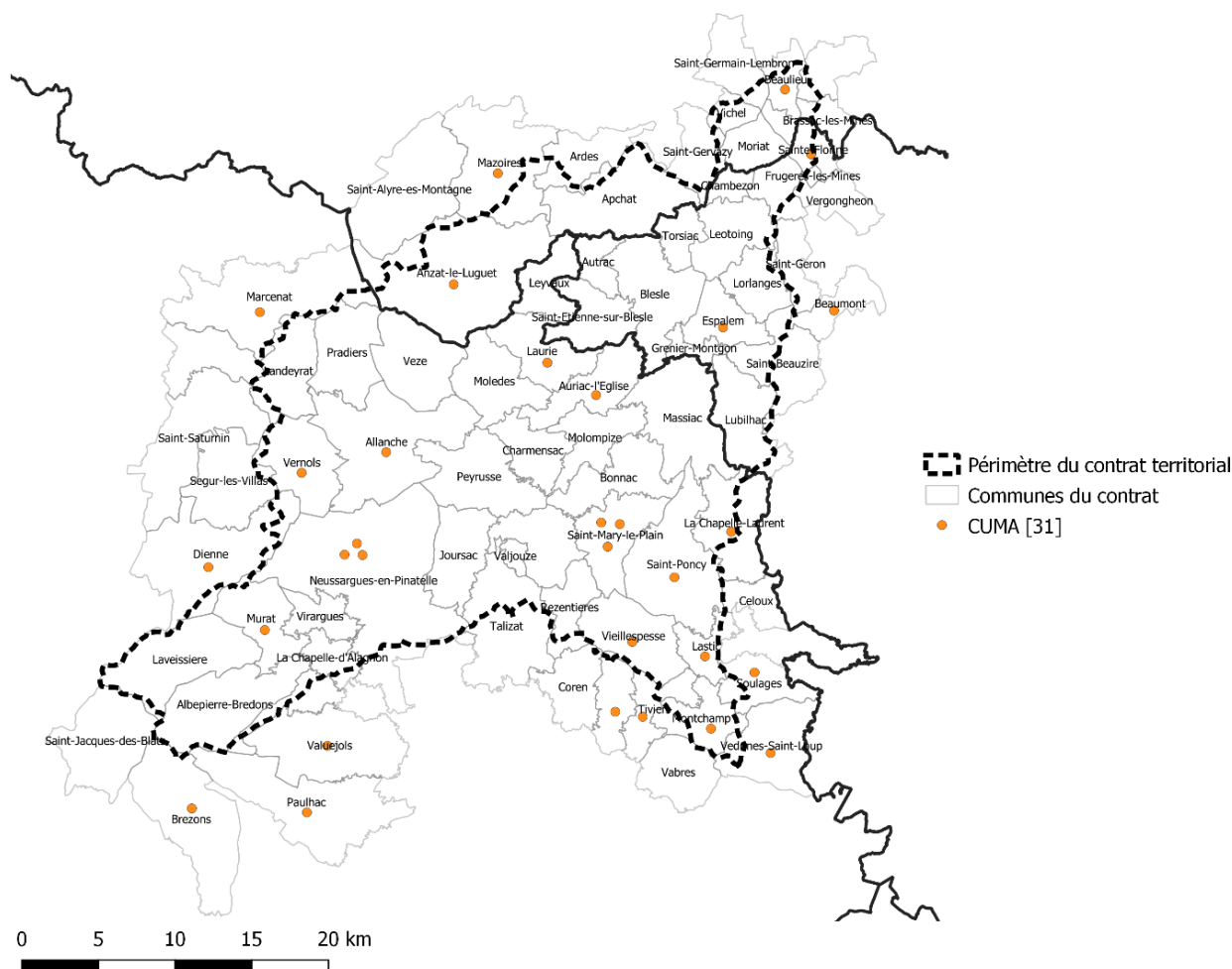


Figure 15 - Localisation des CUMA présentes sur les communes du contrat (Sources : FRCUMA, FDCUMA, SIGAL)

• Quelle est la sensibilité des agriculteurs conventionnels envers la bio, envers les systèmes environnementalement performants ?

Focus sur les questionnaires de sensibilité à l'AB

L'analyse de la sensibilité à l'agriculture biologique des agriculteurs conventionnels se base sur un questionnaire proposé aux agriculteurs en même temps que le diagnostic agricole réalisé pour l'engagement des MAEC. 42 questionnaires ont été recueillis. Ces derniers s'organisaient en plusieurs parties : connaissance globale de l'agriculture biologique, points forts/points faibles de la ferme par rapport à un système bio (réponse libre, pas de choix prédéfinis), motivations et freins à la conversion (liste de choix prédéfinis à cocher + ajouts par l'agriculteur si besoin), recueil des besoins d'informations et d'accompagnement, avis sur la possibilité d'une conversion.

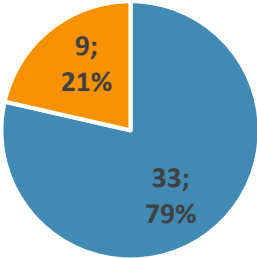
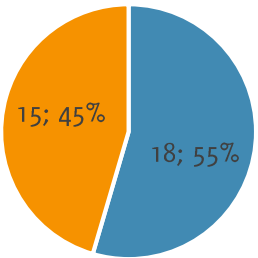
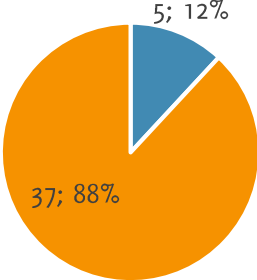
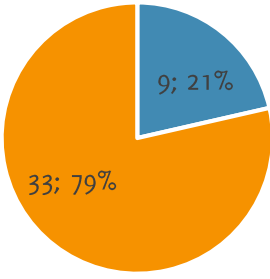
<p>Connaissance et discussion avec des agriculteurs bio</p>	<div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;">   </div> <p style="text-align: center;">■ Oui ■ Non</p> <p><i>Figure 16 - Connaissance d'agriculteurs bio Figure 17 - Discussion des aspects techniques de la bio</i></p> <p>► 79% des agriculteurs conventionnels connaissent des agriculteurs bio (Figure 16), mais parmi eux, seulement la moitié ont déjà discuté des aspects techniques de l'AB (Figure 17).</p>
<p>Participation rencontre technique</p>	<div style="text-align: center;">  </div> <p style="text-align: center;">■ Oui ■ Non</p> <p><i>Figure 18 - Participation à des rencontres techniques bio</i></p> <p>► Peu d'agriculteurs conventionnels (12%) ont déjà participé à des rencontres techniques bio (Figure 18).</p>
<p>Discussion de l'AB avec ses opérateurs économiques</p>	<div style="text-align: center;">  </div> <p style="text-align: center;">■ Oui ■ Non</p> <p><i>Figure 19 - Discussion de la bio avec les opérateurs économiques</i></p> <p>► 1 agriculteur sur 5 a déjà discuté de l'AB avec ses opérateurs économiques (Figure 19).</p>

Tableau 2 - Points forts et points faibles des exploitations pour une conversion bio (en nombre de fois cités)

Points forts EA cités	TOTAL
systèmes/techniques proches	22
aucun	6
peu/pas d'engrais minéraux	5
peu fertilisation	3
pas de phytos	3
100% prairies naturelles	2
niveau production vaches	1
surfaces	1
qualité sols	1
sols diversifiés	1
conduite troupeau	1
charges maîtrisées	1
peu intrants	1
richesse territoire	1
ration de base 100%foin	1
parcellaire groupé	1
terrains labourables	1
utilisation intrants raisonnée	1
soins animaux	1

Points faibles EA cités	TOTAL
fertilisation	10
achats concentrés	9
soins vétérinaires	6
attache animaux	6
conditions pédoclimatiques	5
débouchés allaitant	5
surfaces/parcellaire (taille, organisation...)	3
autonomie fourragère	3
chargement	2
nécessité baisse cheptel	2
convictions	2
les a priori	1
dépendance laiteries	1
investissements récents	1
besoins formation	1
rats taupiers	1
moindre valorisation	1
productivité par vache	1
emprunts actuels	1
chiendent	1
système pensions	1
aucun	1

► Un éleveur sur 2 a indiqué que son système ou ses pratiques globales étaient déjà proches de l'AB (Tableau 2). Les 2 points faibles les plus cités sont la fertilisation minérale de la ferme et les achats de concentrés extérieurs.

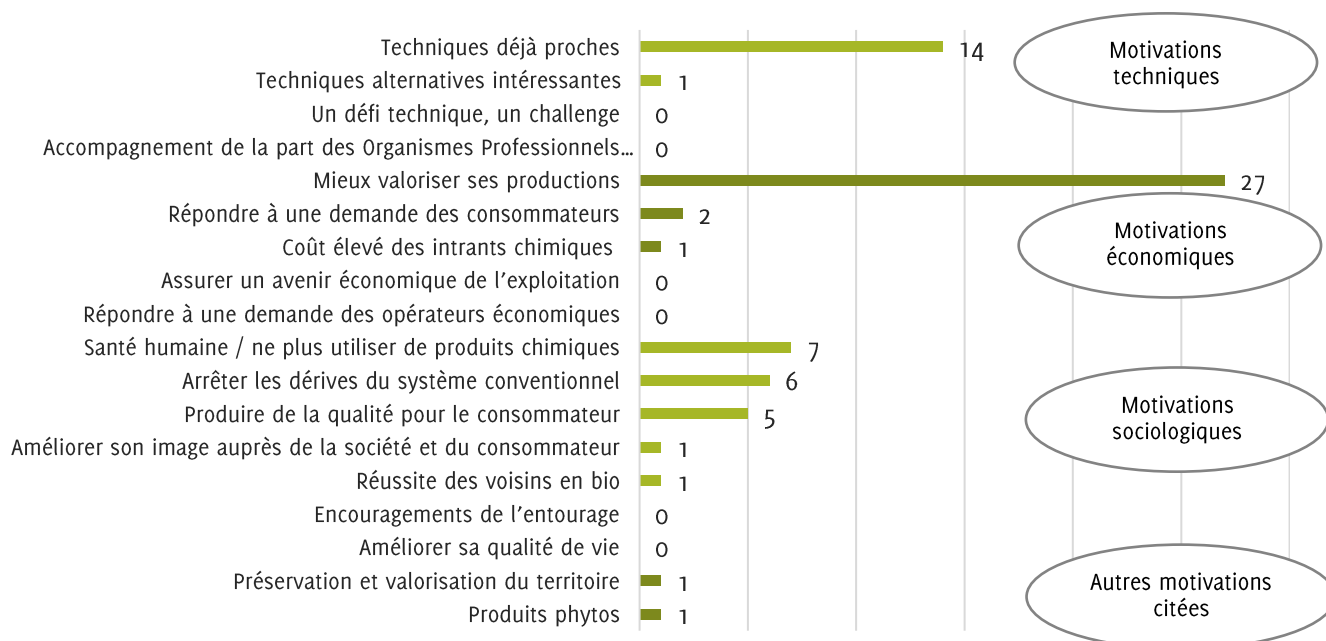


Figure 20 - Motivations à la conversion bio exprimées par les agriculteurs (en nombre de fois citées)

► La première raison qui motiverait les éleveurs à se convertir à l'AB est une motivation économique afin de mieux valoriser leurs productions (Figure 20). Cependant, sur les 27 éleveurs ayant cité cette motivation, 14 l'ont citée exclusivement et n'ont pas mis en avant de motivation autre qu'économique, laissant penser qu'ils ne sont pas forcément très convaincus de l'AB mis à part sur le plan économique. Avec la fin annoncée des aides au

maintien des exploitations en AB, ce type de constat est assez inquiétant. Le risque est en effet réel de voir un retour au conventionnel des fermes à la fin de leur période de conversion, pour celles qui n'auront pas su adapter leur système.

► Le fait que les agriculteurs considèrent leur système comme déjà proche de l'AB revient également comme une motivation importante pour entamer une conversion. Les motivations sociologiques associées à la philosophie de l'AB restent finalement assez peu citées comme des motivations.

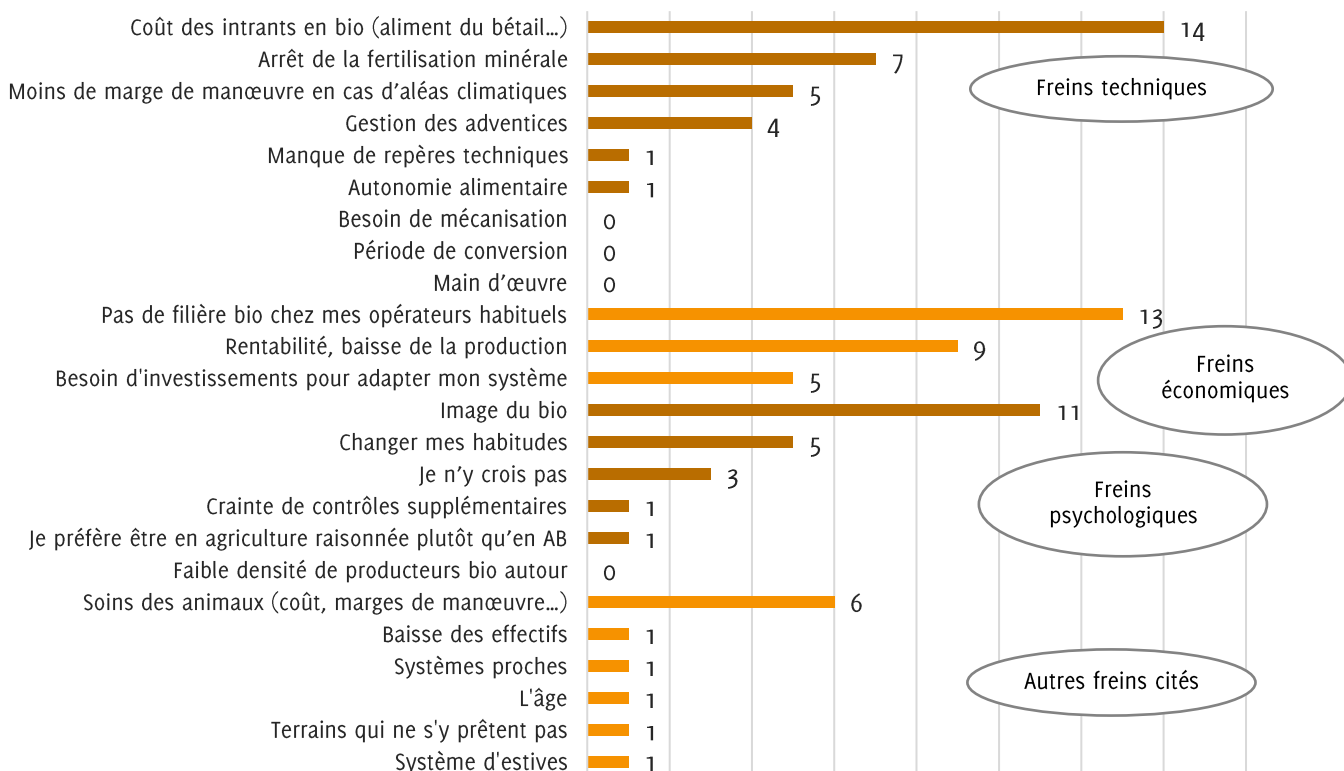


Figure 21 - Freins à la conversion bio exprimés par les agriculteurs (en nombre de fois cités)

► Les principaux freins à la conversion AB correspondent en partie à ceux déjà identifiés dans les diagnostics agricoles ou cités comme points faibles de leur système par les éleveurs (Figure 21) :

- la dépendance aux achats d'intrants extérieurs notamment pour l'alimentation des animaux avec des prix d'aliments bio largement supérieurs aux prix des aliments non bio (14/42)

- le manque de débouchés en bio : non différenciation économique des produits à la fois AOP et bio pour la production laitière, fermes naisseurs et inexistence actuelle d'une filière brouillards bio (13/42)

- l'image de la bio intervient tout de même comme troisième frein majeur, ce qui n'est pas négligeable. A dire d'acteurs du développement agricole, la critique négative de la bio semble toutefois avoir évolué. Autrefois considérée comme une agriculture marginale et non viable, elle est aujourd'hui plutôt critiquée pour son fonctionnement « à 2 vitesses », avec d'un côté les convaincus de la bio, et de l'autre ceux qui mènent une bio plus intensive basée sur un objectif unique de rentabilité économique, flirtant avec les contours du cahier des charges (11/42)

- l'arrêt de la fertilisation minérale (7/42) et le risque d'une baisse de la production font également partie des craintes évoquées (9/42). Il est également à noter que les soins des animaux reviennent comme un frein plusieurs fois (6/42) alors que ce critère ne faisait pas partie de la liste de choix prédéfinis et qu'il a été rajouté par les éleveurs. Ce point est notamment lié à la crainte d'avoir moins de marges de manœuvre pour soigner les animaux, du fait du nombre de traitements allopathiques limités et uniquement à usage curatif. Ce frein peu d'autant plus être marquant alors que les agriculteurs du territoire semblent avoir recours très fréquemment aux antiparasitaires.

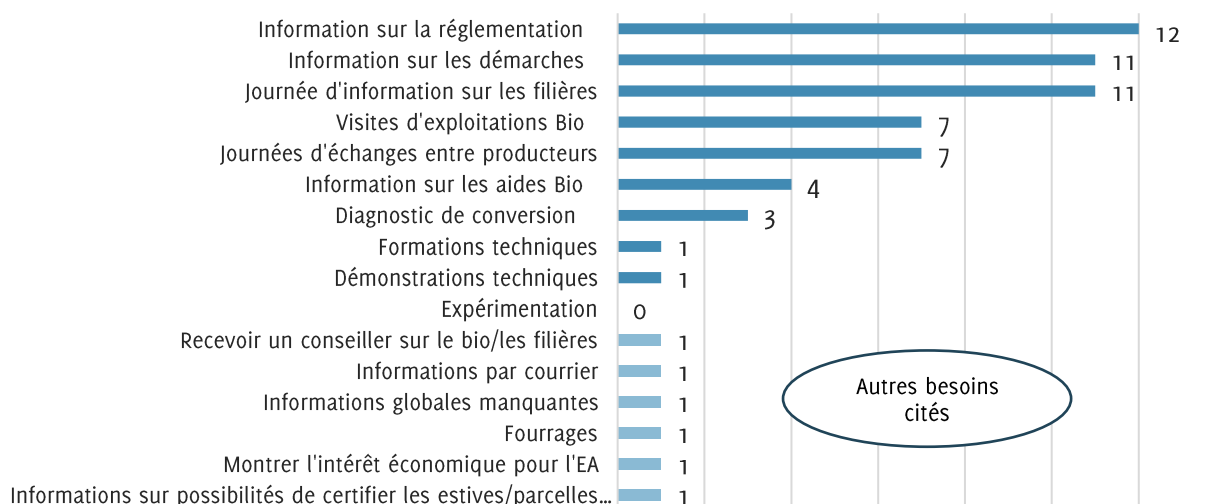


Figure 22- Besoins d'informations et d'accompagnement à l'AB exprimés par les agriculteurs (en nombre de fois cités)

► Sur 42 agriculteurs, 20 ont exprimé au moins un besoin d'informations ou d'accompagnement à l'agriculture biologique (Figure 22). Ce sont pour la majorité des besoins d'informations sur la réglementation (cités 12 fois), les démarches (11 fois) et les débouchés (11 fois), en lien avec les freins évoqués précédemment. Dans un second temps, le besoin de faire du lien avec des producteurs déjà convertis et de voir des fermes bio ressort également (chacun cités par 7 agriculteurs).

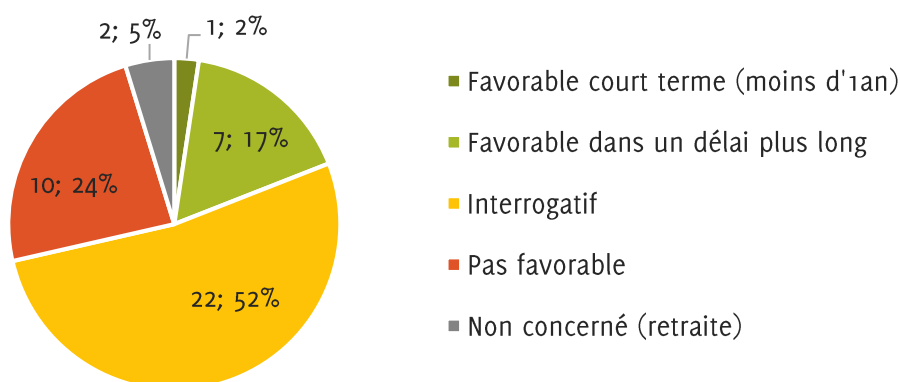


Figure 23 - Avis des agriculteurs pour une conversion à l'AB

► L'opinion majoritaire exprimée est celle d'agriculteurs qui ne se positionnent « ni pour, ni contre » et qui ont besoin de plus d'informations pour réfléchir à une conversion bio (Figure 23). ¼ des agriculteurs interrogés ne se disent pas favorables à l'AB. 1/5 des agriculteurs se disent favorables à une conversion à court terme ou dans un délai plus long.

► La moyenne d'âge des agriculteurs enquêtés est de 46 ans, soit une population plus jeune que la moyenne nationale qui est de 51 ans (Source : Agreste 2013).

• La sensibilisation et l'accompagnement des agriculteurs en faveur de la bio font-ils l'objet d'animation, de moyens techniques et financiers ?

Enseignement agricole

Actualités

Dans le cadre du projet agroécologique pour la France, le plan « Enseigner à produire autrement » prévoit la rénovation des diplômes pour intégrer dans tous les référentiels de formation les principes de l'agroécologie, dont la bio. Une convention cadre nationale de partenariat a été signée en juillet 2017 entre le Ministère de l'Agriculture et la FNAB pour le développement de la formation et de l'enseignement en AB. En juillet 2018, la première déclinaison régionale a été signée entre la DRAAF-SRFD et la FRAB Auvergne-Rhône-Alpes.

► Un seul établissement d'enseignement agricole est présent sur le territoire du contrat (la MFR de Ste-Florine), mais plusieurs rayonnent à proximité, notamment les lycées agricoles de Saint-Flour et de Brioude. Depuis 2008, l'ensemble des référentiels de formation initiale et continue intègrent l'agriculture biologique.

Tableau 3 - Développement de l'AB et de pratiques innovantes dans l'enseignement agricole

Formations et modules spécialisés AB	<p>► Une formation spécialisée est dispensée : la licence pro Agriculture Biologique Conseil Développement délivrée par l'Université Clermont Auvergne et Vetagro Sup, avec un site de formation au LEGTA de Brioude-Bonnefont.</p> <p>► Des modules ou Unités Capitalisables spécialisés sont également proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des modules spécialisés de 87h sont proposés au lycée agricole de Brioude-Bonnefont et au CFA de Haute-Loire dans le cadre des BTSA « Productions animales » et « Analyse, conduite et stratégie des exploitations agricoles » - Dans le cadre du BP « Responsable d'entreprise agricole » en formation pour adultes, les CFPPA de Brioude et St-Flour proposent respectivement des unités capitalisables de 35 ou 70h spécialisées en agriculture biologique (« Elevage bio et soins des animaux », « Maraîchage en AB » et « Production fourragère et céréales en AB » à Brioude, « Conversion bio » à Saint-Flour) <p><i>Source : Données juin 2017</i></p>
Exploitations agricoles	<p>► EPL de Brioude : 125ha dont 55ha en bio avec ateliers ovins allaitants et volailles de chair bio</p> <p>► EPL d'Aurillac : totalité de la ferme en conversion à l'AB soit 175ha avec un troupeau laitier et un troupeau allaitant</p>
Implication GIEE	► Lycée agricole de St-Flour
Implication réseau Dephy	► Lycées agricoles de Brioude, St-Flour, Aurillac et de Clermont-Ferrand-Marmilhat

Accompagnement technique spécialisé bio

Tableau 4 - Accompagnement technique spécialisé bio disponible

	Cantal	Puy-de-Dôme	Haute-Loire	Auvergne
Réseau AB (GAB et FRAB)	► Bio15 : 0,8 ETP (1 animatrice)	► Bio63 : 3 ETP (3 animatrices)	► Haute-Loire Biologique : 2,6 ETP (2 animatrices + 1 animateur)	► FRAB Auvergne Rhône-Alpes : 2 ETP (1 conseiller technique maraîchage + 1 conseillère technique arboriculture, petits fruits, PPAM)
Réseau Chambres d'Agriculture	► 1 ETP (1 salarié)	► 2,5 ETP (2 salariés à plein temps + 1 salariée diversification à mi-temps sur l'AB)	► 2 salariées	
Collectivités	► Projet Cézallier Bio (Agglo Pays d'Issoire – Hautes Terres Communauté) : une animatrice à plein temps			

► Même si l'accompagnement technique disponible en bio dans les départements du Puy-de-Dôme, du Cantal et de la Haute-Loire est plutôt bien développé (réseau des GAB et des Chambres d'Agriculture), les sièges de ces structures restent toutefois éloignés du territoire (Tableau 4).

Conclusion sur le potentiel de production biologique du territoire

Atouts du territoire	<p><u>Pratiques globales :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Systèmes herbagers avec prairies permanentes prépondérantes - Autonomie fourragère plutôt bien atteinte, avec une part limitée de fermes utilisant de l'ensilage - Chargements en UGB/ha peu élevés (autour d'1UGB/ha de SFP) - Majorité de productions sous signe de qualité <p><u>Sensibilité à l'AB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Majorité d'agriculteurs interrogatifs ou favorables par rapport à l'AB - Des besoins d'informations générales ou d'accompagnement à l'AB exprimés par 48% des agriculteurs <p><u>Contexte du territoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dynamique collective plutôt développée mais hétérogène suivant les secteurs (peu développée sur le Cézallier) - Accompagnement technique disponible (les sièges des structures où sont basés les animateurs et techniciens sont toutefois relativement éloignés du territoire)
Limites et freins potentiels	<p><u>Pratiques globales :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Systèmes naisseurs avec une production de broutards et peu d'engraissement - Part prépondérante d'étables entravées - Utilisation répandue de la fertilisation minérale, avec un public d'éleveurs moins sensible aux questions agronomiques - Utilisation limitée des techniques alternatives (ex : désherbage mécanique) - Elevages très dépendants de l'achats de concentrés extérieurs, pas d'autonomie alimentaire - Utilisation des antiparasitaires systématiquement en préventif (pas d'infos sur le niveau d'utilisation des antibiotiques) <p><u>Sensibilité à l'AB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Des freins psychologiques encore bien présents - Part prépondérante des motivations économiques <p><u>Contexte du territoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Part importante de fermes avec des problématiques d'installation et de transmission <p>→ 2 conséquences par rapport à la bio : la conversion bio n'est pas une priorité et il y a un risque accru de retour à des systèmes conventionnels pour les fermes déjà bio</p>
Orientations, actions à développer	<p><u>Sensibilisation et information autour de l'AB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Informer sur les débouchés existants et sur les références technico-économiques - Informer sur les aides, la démarche de certification et la réglementation en AB, notamment sur les « points de blocage » souvent exprimés (estives, bâtiments, traitements santé des animaux...) - Faire connaître le fonctionnement des fermes bio afin de lever les a priori <p><u>Animation collective et accompagnement technique au développement de pratiques en faveur de la qualité de l'eau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Inciter les éleveurs bio et en conversion à engraisser leurs animaux et les accompagner techniquement - Inciter les éleveurs bio et en conversion à développer leur production en s'appuyant sur la valorisation de l'herbe afin de limiter l'utilisation de concentrés - Accompagner le raisonnement de la fertilisation en lien avec les besoins du troupeau - Former sur les techniques alternatives de désherbage - Former à la prévention en santé animale - S'appuyer sur les initiatives existantes et notamment les CUMA, GIEE, etc - Pérenniser les nombreuses conversions de ces dernières années, avec un accompagnement au changement de pratiques et à l'adaptation du système <p><u>Lien aux débouchés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire le lien aux filières (bio et conventionnelles) <p><u>Compléments à l'étude de potentiel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser un complément d'étude spécifique sur les bâtiments entravés lorsque le nouveau cahier des charges européen sera connu (horizon 2020) : Combien de fermes concernées ? Quelles adaptations possibles ?

2 – QUEL POTENTIEL DE DÉBOUCHÉS BIOLOGIQUES SUR LE TERRITOIRE ?

• Quel potentiel de consommation de produits bio sur le territoire ?

Importance du bassin de consommation proche

- Le territoire de l'Alagnon est un territoire principalement rural avec 88,5% de communes de moins de 1000 habitants (Source : INSEE 2015).
- Il n'y a pas de bassin de consommation important sur le territoire mais plusieurs à proximité :
 - Bassin de population d'Issoire assez important (14564 habitants)
 - Bassins de population de St-Flour et de Brioude non négligeables (respectivement 6630 et 6743 habitants)
 - Bassin de population de Clermont-Ferrand très important même si plus éloigné (296 190 habitants pour la métropole)
- La population du territoire se concentre essentiellement dans la plaine, à l'extrême Sud de la Limagne et côté Brivadois (Brassac-les-Mines, St-Germain-Lembron, Ste-Florine...). En dehors de ce secteur, 3 communes situées dans la vallée de l'Alagnon ont un rayonnement notable sur le territoire (Figure 24) :
 - Murat, au Sud-Ouest, avec 1951 habitants
 - Massiac, à l'Est, avec 1727 habitants
 - Neussargues-en-Pinatelle, au Sud-Ouest, issue de la fusion de 5 communes, avec 1871 habitants
- La densité de population moyenne de ce territoire est de 41 habitants/km², inférieure à la moyenne régionale qui est de 52 habitants/km². Une partie importante du territoire est très peu peuplée avec 24% des communes ayant une densité de population comprise entre 0 et 5 habitants/km². Cela concerne surtout les communes situées en zone de montagne dans le Cézallier et les Monts du Cantal.

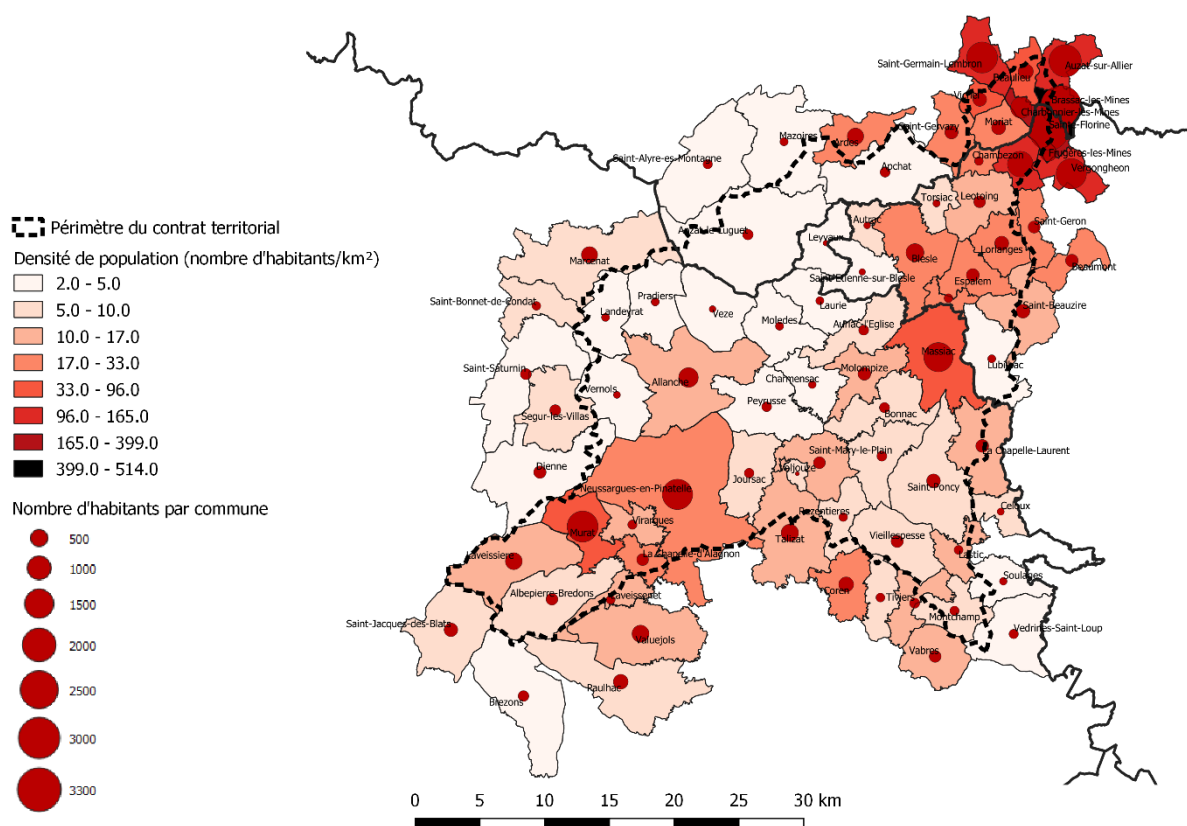


Figure 24 - Densité de population et nombre d'habitants par commune (Sources : INSEE, SIGAL)

- En termes d'évolution de population, entre 2010 et 2015, la population totale des communes du territoire de l'Alagnon est quasiment stable (variation de -0.9%). Pourtant, cela reflète de grandes disparités : le secteur Nord-Est, déjà le plus peuplé du territoire, observe un accroissement de population (Figure 25). Il en est de même

plus au Sud, entre Massiac et St-Flour. A l'inverse, une large zone Ouest-Nord-Ouest de Laveissière à Ardes, est plutôt en déclin de population.

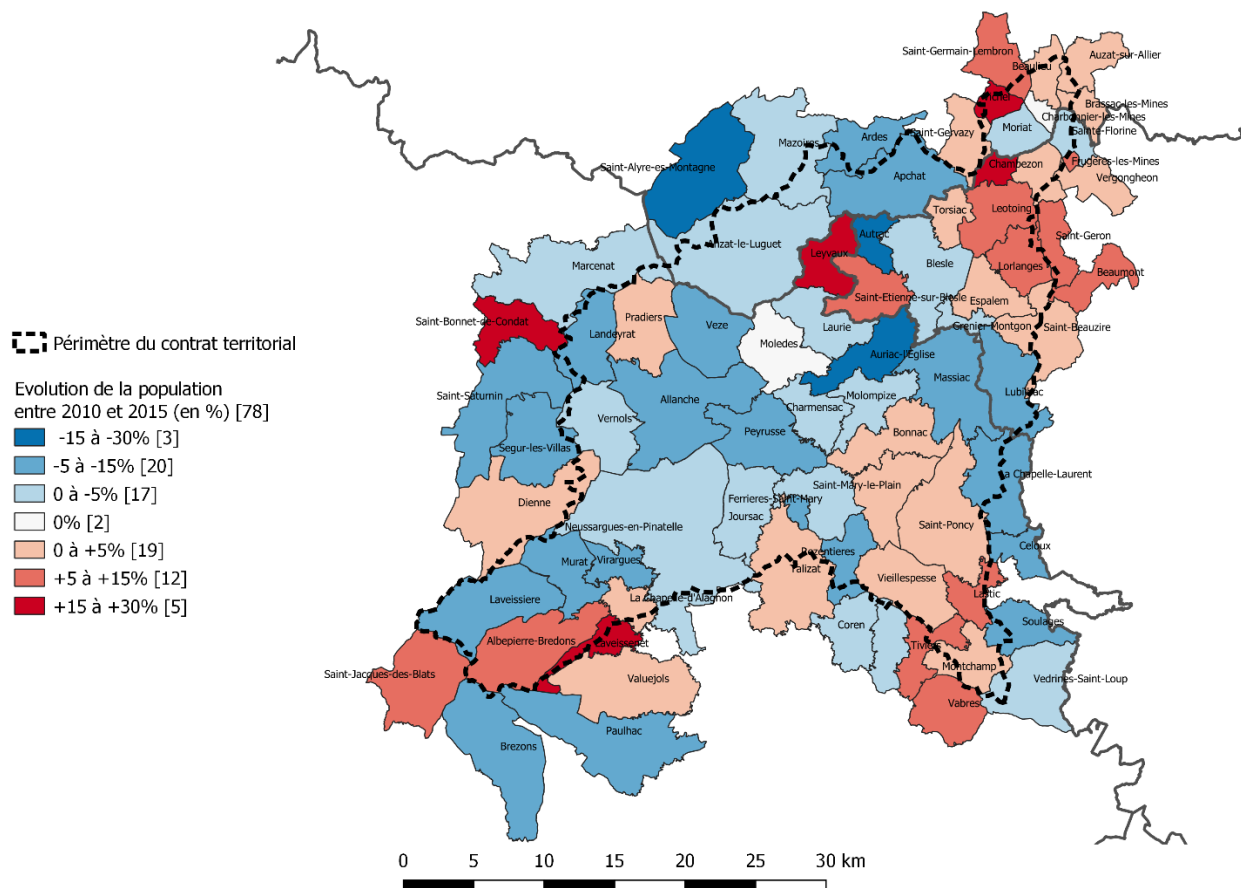


Figure 25 - Evolution de la population des communes du contrat entre 2010 et 2015 (Sources : INSEE, SIGAL)

► En 2015, le taux de chômage de la population active des 15-64 ans était de 8,9%, inférieur à la moyenne régionale de 10,1%.

Accessibilité du bassin de consommation



Figure 26 - Principaux axes routiers du territoire (Sources : Géoportail, SIGAL)

- Le Nord et l'Est du territoire sont bien desservis avec la présence de l'autoroute A75 qui permet d'accéder à St-Flour ou à Issoire en moins de 30min (*Figure 26*). Le Nord-Est du territoire se trouve également à moins de 30min de Brioude.
- En revanche, le Sud et l'Ouest sont plus enclavés, il faut compter 45min à plus d'1h pour se rendre à Brioude, Issoire ou Aurillac. St-Flour est un peu plus accessible pour ce secteur.
- Pour faire le lien avec les données de population, on constate que les territoires attractifs sont ceux qui sont les plus proches des axes routiers et notamment de l'A75 alors que les zones plus enclavées sont en déclin. Ce manque d'accessibilité a un impact pour les producteurs en filière(s) courte(s) comme pour ceux en filière(s) longue(s).

• Quels débouchés biologiques en restauration hors-domicile (RHD) ?

- D'après les structures rencontrées et les connaissances du réseau bio, il n'existe pas de démarche locale notable d'introduction de produits bio dans la restauration collective. La compétence est laissée aux communes pour ce qui est des cantines des écoles maternelles et primaires.
- Toutefois, d'autres établissements avec une restauration collective utilisent des outils d'approvisionnement en produits locaux et/ou bio. Mis en place et financé par les conseils départementaux, l'outil Agrilocal vise notamment à favoriser l'accès aux produits locaux à la commande publique. Pour le territoire de l'Alagnon, la plateforme en ligne est disponible pour les départements du Puy-de-Dôme et du Cantal. Côté Puy-de-Dôme, 3 établissements ont déjà utilisé la plate-forme pour commander des produits locaux (bio ou non bio), et 2 fermes font partie des fournisseurs d'Agrilocal63 sur ce secteur, toutes les deux en bio.
- La plate-forme coopérative de producteurs et de transformateurs Auvergne Bio Distribution est également présente à l'échelle régionale (ex-Auvergne) et vise à approvisionner la restauration collective en produits bio, en achetant directement auprès des producteurs. Toutefois, elle ne s'approvisionne pas forcément en local.

• Quels débouchés biologiques en circuits courts ?

- Une vingtaine de producteurs bio sur les 93 du territoire ont une activité de vente en circuits courts (Source : Carte des Bonnes Adresses Bio de chaque département) : 3 fruits et légumes, 3 lait et produits laitiers, 9 viande et produits carnés, 4 boissons, 1 PPAM. Cette proportion de fermes avec une activité de vente directe est bien en deçà de la moyenne nationale qui se situe environ à 50%.

Marché bio	<ul style="list-style-type: none"> ► Pas de marché régulier 100% bio mais quelques marchés qui présentent une offre de produits bio : Blesle (43), Ardes (63) + St-Flour (15), Issoire (63) et Brioude (43) hors BV. ► Une fois par an, 5 évènements réunissent des producteurs bio sur le territoire ou à proximité : marché bio de Ferrières-Saint-Mary (fin avril), marché bio et foire écologique de Brezons (15 août) et la Festa del País à St-Flour (1^{er} week-end d'août), foire bio de Condat (août), foire de la Sainte-Paule à Issoire (fin janvier).
AMAP	<ul style="list-style-type: none"> ► Une seule AMAP sur le territoire : « Amapautrement » à Murat (15), 39 adhérents (Source : reseau-amap.org). ► Autres AMAP les plus proches hors territoire : Issoire (63), Sauxillanges (63), Brioude (43), Aurillac (15) et Pierrefort (15).
Point de vente collectif	<ul style="list-style-type: none"> ► Un magasin de producteurs le « Terroir dans l'Assiette » à Ardes-sur-Couze (63), regroupant des producteurs bio et conventionnels ► Le magasin coopératif Talents d'Ici doit prochainement ouvrir à Massiac. Il a pour vocation de réunir un magasin de producteurs et d'artisans transformateurs en vente direct avec un service de drive fermier (commande en ligne), un magasin d'artisanat d'art et d'être un lieu de rencontre et de services en zone rurale.

- Plusieurs initiatives locales qui peuvent offrir de nouvelles perspectives de valorisation de produits locaux sur le territoire ou à proximité sont également à mentionner :
 - magasin de producteurs de Massiac (cf ci-dessus)
 - projet de création d'un atelier collectif de transformation laitière 100% bio à Allanche
 - projet de cave d'affinage collective de St-Nectaire 100% bio à Egliseneuve-d'Entraigues
 - magasin de producteurs Bio Massif à Besse-et-Saint-Anastaise, 100% bio
 - réflexion sur un outil logistique de stockage/vente/expédition de produits locaux sur la ZAC de St-Flour
- Les magasins spécialisés, GMS et artisans locaux du territoire peuvent également constituer des débouchés en circuits courts s'ils s'approvisionnent en local (pas d'infos sur ce point pour les entreprises ci-dessous) :

Magasins spécialisés	► Pas de magasin spécialisé bio sur le territoire mais plusieurs à proximité : Cocobio à Cohade, Biocoop Brivabio à Brioude, Bioattitudes et Bioplanète à St-Flour, Biologiquement Votre et La Vie Claire à Issoire, Au Palais Bio et Biocoop l'Arbre à Pain à Aurillac
GMS	► Pas de GMS avec un rayon de produits bio sur le territoire mais plusieurs dans les bassins de consommation proches : St-Flour, Issoire, Brioude, Sauxillanges, Aurillac... Leurs modalités d'approvisionnement en produits bio ne sont toutefois pas connues.
Artisans locaux	► 2 boulangeries bio : La Mie Chamalou à Neussargues-en-Pinatelle (installation en 2016), Du Pain et des Jeux à Murat (installation mi 2018) ► 2 brasseries et 1 malterie bio : La Brasserie des Estives à Allanche (installation en 2018), La Brasserie de l'Alagnon à Blesle (Nature & Progrès), La Malterie des Volcans à St-Germain-Lembron

► Le territoire et sa proximité sont plutôt bien pourvus en outils certifiés bio pour la prestation de services ou la mise à disposition d'équipement, afin que les agriculteurs puissent faire abattre, découper et transformer leurs animaux de boucherie (Tableau 5). Les outils d'abattage pour les volailles sont en revanche beaucoup plus éloignés, les plus proches du territoire de l'Alagnon pour les éleveurs bio étant l'abattoir Pouzadoux dans l'Allier et l'ESAT Le Colombier dans la Loire.

Tableau 5 - Principaux outils d'abattage, de découpe et de transformation certifiés bio disponibles pour les producteurs du territoire

	Abattage	Découpe	Transformation	Type de produits	Compléments
SEAB – Abattoir de Brioude	x	x	x	Produits carnés (gros bovins, veaux, ovins, porcins)	► Mise à disposition véhicule frigo. Cuisine déléguée à Paysans Bio d'Auvergne. Pas de refus de nouveaux producteurs même si la taille de l'abattoir est limitée ► Objectif d'approvisionnement des cantines des écoles.
Abattoir de Neussargues	x	x		Produits carnés (gros bovins, veaux, ovins, porcins)	► Projet de développer une activité de transformation de produits carnés en partenariat avec la conserverie de Neussargues. Redimensionnement et modernisation de l'abattoir. ► Recherche de producteurs et souhait de valoriser l'AB.
Atelier technologique lycée de St-Flour		x	x	Produits carnés (gros bovins, veaux, ovins, porcins, équins) Cosmétiques (pas d'agrément AB)	► Accueil encore possible de nouveaux producteurs mais saturation en nombre de salariés. ► Location possible camion frigo. ► Atelier en cours d'agrandissement avec création du laboratoire pour les cosmétiques et d'une légumerie afin de compléter les recettes de plats cuisinés.
Paysans Bio d'Auvergne		x	x	Produits carnés (gros bovins, veaux, ovins, porcins, volailles)	► Prestation uniquement pour les éleveurs. ► Peuvent difficilement accepter plus de producteurs au niveau de l'atelier. ► L'objectif est de stabiliser le nombre de producteurs et les volumes travaillés.
Du producteur à l'assiette (St-Flour)		x	x	Produits carnés	► Récemment installés, prestation de services à destination des éleveurs et des professionnels.
COVIAL – Abattoir d'Aurillac	x			Produits carnés (Bovins, porcins)	
Lycée agricole Aurillac		x	x	Produits carnés	

• Quels débouchés biologiques en circuits longs ?

De nombreux acteurs filières ont été enquêtés à la fois par les GAB (Bio63, Bio15, Haute-Loire Biologique) et par Cézallier bio, qui mène une étude plus spécifique sur l'état des lieux et les perspectives de la filière viande bovine bio. La liste des personnes rencontrées pour chaque structure est disponible en annexe 1.

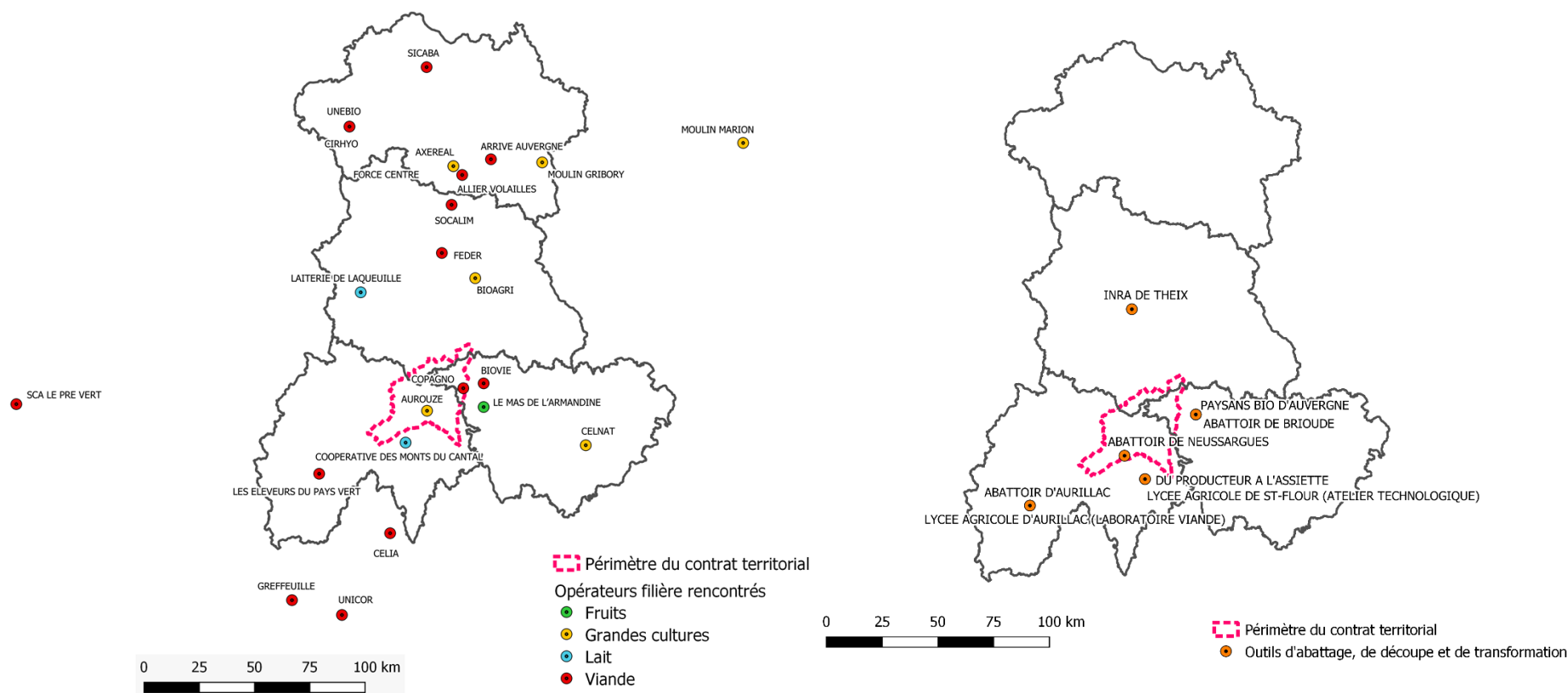


Figure 27 - Localisation des acteurs filière enquêtés (sauf collecteurs de lait Sodiaal et Biolait non représentés) et des principaux outils d'abattage, de découpe et de transformation

Tableau 6 - Liste des opérateurs filières enquêtés

Filières	Viande bovine	Viande ovine	Lait	Volailles chair et ponte	Porc	Grandes cultures	Autres filières végétales
SICABA	x	x			x		
BIOVIE	x	x			x		
UNEBIO	x	x			~		
SCA LE PRE VERT	x	x			x		
LES ELEVEURS DU PAYS VERT	x	~					
CELIA	x	~					
FEDER	x	x					
UNICOR	x	~		~		~	~
COPAGNO		x					
GREFFEUILLE		x					
BIOLAIT			x				
SODIAAL			x				
COOPERATIVE DES MONTS DU CANTAL			x				
LAITERIE DE LAQUEUILLE			x				
FORCE CENTRE				x		~	
SOCALIM				x		~	
ARRIVE AUVERGNE				x			
ALLIER VOLAILLES				x			
CIRHYO					x		
AXEREAL						x	
BIOAGRI						x	
CELNAT						x	
AUROUZE						x	
MOULIN MARION						x	
MOULIN GRIBORY						x	
LE MAS DE L'ARMANDINE							x

~ = pas de filière dans le secteur ou pas enquêté pour cette filière même si l'acteur en fait partie

Perspectives de développement des filières ruminants biologiques

Filière viande bovine

- La filière viande bovine bio compte de nombreux acteurs, certains pionniers de la bio, d'autres s'étant positionnés sur ce marché plus récemment. La part que représente la bio dans l'activité de chaque opérateur est également très hétérogène, allant de moins de 1% à 100% pour les structures 100% bio. Pour la plupart, les volumes de viande bio commercialisés sont en augmentation, uniquement grâce au flux de nouveaux producteurs les contactant et sans avoir besoin de faire de prospection.
- Plusieurs catégories d'animaux sont recherchées : génisses grasses, vaches grasses, vaches de réformes, bœufs, veaux rosés et veaux de lait. Mis à part les vaches de réformes, il n'y a pas de filière d'animaux « maigres » en bio.
- Du côté des races, les opérateurs travaillent essentiellement avec des races bouchères. Actuellement, la race Aubrac fait partie des plus plébiscitées avec la Limousine et la Blonde d'Aquitaine. La Charolaise l'est un peu moins du fait de ses carcasses trop lourdes avec un rendement carcasse plus faible, et la Salers du fait du goût particulier de sa viande qui ne plaît pas toujours.
- Les besoins du marché sont assez linéaires tout au long de l'année mais la production est en revanche irrégulière. Cela implique donc des périodes de pic de production et d'autres de manque d'animaux. Globalement, il y a un manque d'animaux l'hiver surtout en veaux rosés et veaux de lait. La période printemps/début d'été peut aussi être assez creuse en approvisionnement pour certains opérateurs. En automne, aucun n'a fait remonter de problématique de manque d'animaux.

Principaux opérateurs du territoire

Opérateur	Activité AB	Zone d'approvisionnement	Compléments - Perspectives
SICABA	Mixte bio/non bio	Collecte dans le Cantal via un éleveur + marchands de bestiaux et groupement de producteurs	<ul style="list-style-type: none"> ► Plus-value sur les prix pour certaines catégories en période creuse. Marque « Cœur de Terroir » pour aller plus loin que le cahier des charges bio (critères de qualité carcasse animaux, d'autonomie alimentaire, traitements sanitaires animaux limités, etc). ► Besoins en augmentation. ► Projet de développement d'une gamme de steaks hachés bio frais (demande du marché).
BIOVIE	100% bio	Collecte possible sur tout le territoire de l'Alagnon.	► Pas de recherche de nouveaux producteurs même si les nouveaux sont acceptés.
UNEBIO	100% bio	Pas de difficultés de collecte, bon maillage avec les partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ► Objectif d'augmentation des volumes, acceptent les nouveaux producteurs. ► Primes à la planification et à la contractualisation de bœufs. Prime de qualité pour l'amélioration de la qualité des carcasses des animaux.
FEDER	Mixte bio/non bio	Plutôt implantés nord Auvergne et dans le Puy-de-Dôme. Collecte toutefois possible sur tout le territoire (transport avec le conventionnel)	► Objectif prioritaire de mieux accompagner les éleveurs bio existant.
LES ELEVEURS DU PAYS VERT	Mixte bio/non bio	Collecte possible sur la partie Cantal + Haute-Loire	► Démarche de recherche de producteurs pour former un groupe d'éleveurs bio avec assez de volumes pour avoir une filière bio structurée.
CELIA	Mixte bio/non bio	Collecte sur le Cantal, notamment le Cézallier. Peu présent côté Puy-de-Dôme.	► Recherche de nouveaux producteurs pour accroître les volumes de viande de génisses et d'animaux laitiers.
SCA LE PRE VERT	100% bio	Territoire de l'Alagnon plutôt hors zone d'approvisionnement. Collecte de quelques éleveurs dans le Cantal via les Eleveurs du Pays Vert.	► Acceptent les nouveaux producteurs s'il n'y a pas de problème de collecte, celle-ci étant le premier frein au développement de la coopérative. L'Auvergne est également hors zone d'adhésion à la coopérative.

UNICOR	Mixte bio/non bio	Collecte via des partenaires sur le Puy-de-Dôme et la Haute-Loire. Centres d'allotement dans le Cantal (Ally, Gourdièges, Maurs).	<ul style="list-style-type: none"> ► Positionnés essentiellement en bio sur la vache laitière de réforme pour produire du « minéral » servant aux steaks hachés et dans les plats préparés. ► Projet de développement d'une activité viande bio issue d'animaux allaitants. ► Recherche importante de volumes de vaches laitières bio.
--------	-------------------	---	---

Difficultés techniques identifiées

- proportion importante d'animaux bio non engraisés qui ne sont pas valorisés en bio (cf paragraphe ci-dessous sur l'engraissement) avec des questionnements des producteurs sur les circuits de commercialisation (notamment débouchés voie mâle, veaux laitiers naissants, animaux en conversion)
- préoccupation des débouchés existants en bio souvent tardive de la part des producteurs, parfois à la fin de la période de conversion
- manque de finition des animaux, surtout en veaux rosés, qui sont souvent conduits comme des broutards de moins de 8 mois avec des notes d'état engraissement faibles
- hétérogénéité des produits finis pour les bouchers et le consommateur (couleur de la viande, races différentes dont certaines avec des particularités gustatives...)

L'engraissement, clé de la qualité et d'une bonne valorisation

- Aujourd'hui, les éleveurs qui n'engraissent pas leurs animaux mâles en veaux ou en bœufs, commercialisent des broutards qui sont produits en bio mais qui sont commercialisés dans le circuit conventionnel. Une filière barons bio avait tenté d'émerger sous l'impulsion d'Unebio il y a quelques années mais elle n'a pas abouti du fait du manque de débouchés. Il existe aussi des volumes de jeunes bovins bio, qui restent toutefois très faibles. Certains opérateurs valorisent quelques broutards en bio à l'export mais cela reste très marginal et ce n'est pas un objectif de développement. Les acteurs filière font en effet ressortir le fait que le développement d'une production de broutards bio serait incohérent avec la philosophie de la bio en plus d'être dépendante d'un marché extérieur.
- Les opérateurs s'accordent ainsi sur la nécessité d'inciter les producteurs à engraisser les animaux, à la fois pour produire une viande de qualité que pour valoriser leurs animaux en bio en obtenant des prix plus rémunérateurs. Cela nécessite une adaptation du système afin de garder les animaux plus longtemps sans poser de problèmes de trésorerie. Par conséquent, les opérateurs filière insistent sur l'importance de la technique à travers la maîtrise de l'alimentation et de la gestion de l'herbe ainsi que de la génétique du troupeau. Ceci est d'autant plus vrai pour la production de bœufs qui sont les types d'animaux gardés le plus longtemps et qui ne sont pas recherchés par tous les opérateurs filière du fait de leur technicité.

Filière viande ovine

Une filière en déprise malgré une demande importante du marché

- La première difficulté rencontrée par les acteurs filière est le manque de producteurs d'agneaux bio pour faire face aux besoins du marché. En France, la production d'agneaux tous signes de qualité confondus est en effet insuffisante par rapport à la consommation. Le territoire de l'Alagnon fut pendant longtemps un vivier non négligeable d'exploitations ovines mais c'est de moins en moins le cas, avec une déprise de cet élevage et des ateliers ovins qui sont sans repreneurs. La Haute-Loire est particulièrement touchée par ce phénomène, les opérateurs aimeraient redynamiser cette zone en y développant l'élevage ovin bio.
- En outre, la production et la consommation d'agneaux sont irrégulières sur l'année, ce qui implique des périodes de creux et de pics de production : les acteurs filière font remonter un manque important d'agneaux les 6 premiers mois de l'année et notamment au moment de Pâques.

Principaux opérateurs du territoire

Opérateur	Activité AB	Zone d'approvisionnement	Compléments - Perspectives
COPAGNO	Mixte bio/non bio	Collecte possible sur tout le territoire (ramassage directement en fermes avec centres d'allotement)	<ul style="list-style-type: none"> ► En recherche de volumes, objectif de développement de l'approvisionnement. ► Travail sur les aspects de transmission des fermes avec mise à jour régulière d'un catalogue des cédants.
GREFFEUILLE	Mixte bio/non bio	Collecte possible sur tout le territoire avec points de collecte et rabatteur pour le Puy-de-Dôme	► En recherche de volumes avec objectif de développer l'approvisionnement surtout en Haute-Loire. Spécialisés en agneaux de bergerie.

- Les acteurs filière enquêtés non spécialisés en ovins (Unebio, Sicaba, Biovie et la SCA Le Pré Vert) sont également en recherche de volumes d'agneaux bio. Par ailleurs, Cialyn (groupe Sicarev) est aussi un acteur de la filière viande ovine bio du territoire (Puy-de-Dôme, Haute-Loire) mais elle n'a pas été enquêtée.

Difficultés techniques identifiées

- En plus du manque de producteurs d'agneaux bio, deux autres difficultés techniques sont soulevées par les opérateurs filière :
 - manque de finition des animaux avec des agneaux souvent sortis trop vieux (manque de technicité, en particulier concernant l'alimentation pour maîtriser la croissance et le dépôt de gras)
 - très peu de valorisation dans les circuits de commercialisation bio des brebis de réformes même si plusieurs opérateurs y travaillent

Filière laitière

Les AOP fromagères comme marqueurs du territoire

- Le territoire de l'Alagnon est couvert en grande partie par toutes les AOP fromagères d'Auvergne. L'implantation d'AOP sur un territoire peut à la fois être un atout et un frein au développement de l'agriculture biologique. Le cahier des charges implique un encadrement des pratiques des fermes et les rend ainsi techniquement plus proches de l'agriculture biologique, même si ce n'est pas toujours le cas (intensification des prairies pour autoproduire sur la zone d'appellation par exemple). La production de produits de qualité associés à un terroir permet de dégager une valeur ajoutée qui ne motive pas forcément au passage en bio du fait d'une plus-value économique moins importante. Plus l'AOP est rémunératrice, moins la bio est intéressante pour les exploitations. Peu de producteurs continuent donc de produire en AOP lors d'une conversion bio car les circuits de commercialisation permettant de valoriser les deux signes de qualité sont peu développés, sauf dans le cas de certaines filières comme l'AOP Comté par exemple. Associé à la déprise de la production laitière, les acteurs du territoire impliqués dans les AOP ne voient donc pas toujours d'un bon œil l'augmentation du nombre de fermes bio, et comme un facteur supplémentaire de tensions sur les volumes AOP alors que la demande est en hausse. Un des risques soulevés est aussi celui d'une différenciation d'image défavorable aux AOP entre un produit seulement AOP et un produit AOP bio.
- Au sein d'une AOP comme celle du St-Nectaire, le rajout d'un cahier des charges est aussi vu comme une contrainte supplémentaire, notamment pour les achats de fourrages et d'animaux sur un territoire restreint. Aujourd'hui, seules 2 fermes produisent du St-Nectaire fermier bio ; 4 autres sont en conversion, notamment à la suite du projet de cave collective d'affinage de St-Nectaire bio à Egliseneuve-d'Entraigues.
- Les acteurs de la filière laitière s'intéressent toutefois de plus en plus aux possibilités de valorisation et de commercialisation de produits à la fois bio et AOP, notamment en lien avec l'existence d'une demande des consommateurs de fromages AOP bio. Plusieurs affineurs sont désormais certifiés bio.

Opérateurs collectant du lait bio sur le territoire

- Les principaux collecteurs de lait bio sont Sodiaal et Biolait, ainsi que la coopérative des Monts du Cantal.

Opérateur	Activité AB	Zone d'approvisionnement	Compléments - Perspectives
SODIAAL	Collecteur mixte bio/non bio	Territoire entièrement couvert par la collecte.	► Objectifs de production de lait bio revus à la hausse, recherchent de nouveaux volumes partout sauf sur la zone St-Nectaire. Sodiaal verse une prime à la conversion pendant les 2 années de conversion.
BIOLAIT	Collecteur 100% bio	Déjà présents sur le territoire ou à proximité (secteurs Vedrines St-Loup, Vernols, Andelat). Possibilité de développer la collecte sur ce territoire.	► Objectif de développement progressif de leur collecte avec recherche de nouveaux producteurs et de sensibilisation de ceux en réflexion pour une conversion. ► Démarche qualité interne afin de protéger la filière bio, à travers un cahier des charges impliquant une provenance 100% française des aliments du troupeau (animation par des conseillers techniques). ► Collecte sous AOP mais pas encore de valorisation AOP et bio (en réflexion)

COOPERATIVE DES MONTS DU CANTAL	Collecteur et transformateur mixte bio/non bio	Secteur Sud du territoire (Murat/St- Flour/La Chapelle Laurent/St-Poncy) comme zone de collecte historique.	<ul style="list-style-type: none"> ► Le Cantal est la production phare de la coopérative, avec en particulier une gamme Cantal bio, Cantal Haut Herbage 100% foin et des fromages au lait cru bio (Cantal et tomme). ► Projet de développement d'une gamme Cantal bio Haut Herbage. ► En recherche de nouveaux producteurs bio et de conversions chez les adhérents.
---------------------------------------	---	--	---

Difficultés techniques identifiées

- Il serait ici intéressant de compléter ces informations en recueillant l'avis des structures de conseil et d'accompagnement (Contrôle laitier, Chambre d'Agriculture, etc). Deux points d'attention ont toutefois été soulevés par les acteurs filière enquêtés :
 - les quantités importantes de concentrés utilisées en conventionnel pour produire du lait sont des freins à la conversion avec la crainte des éleveurs d'une baisse de la productivité s'ils réduisent les concentrés pour limiter les coûts
 - la maîtrise des taux du lait (TB et TP) à un niveau satisfaisant afin de garantir la fromageabilité

Perspectives de développement des filières monogastriques biologiques

Filière porc

- Initialement localisé sur 2 principales zones du territoire (Brivadois et nord de la Margeride), l'élevage de porcs est devenu quasiment absent du territoire de l'Alagnon (Source : données Agreste 2000 et 2010). Cette production est d'autant plus marginale en agriculture biologique. Avec la demande du marché, la filière est en recherche constante de producteurs bio.
- Le principal opérateur de la filière porcine est Cirhyo, qui travaille également avec d'autres opérateurs non spécialisés commercialisant des porcs. Le premier objectif est le développement de la collecte à travers des installations et/ou des conversions en bio. Cet objectif semble avoir été atteint cet été pour la coopérative, même si la demande du marché reste très importante, notamment en circuits courts. Ce sont surtout des producteurs naisseurs-engraisseurs avec une taille minimum de 40 truies qui sont recherchés de façon à avoir des fermes qui soient autonomes en porcelets bio. La collecte sur le territoire n'est pas un problème, tous les nouveaux volumes sont acceptés. Aujourd'hui en Auvergne, aucun de leurs producteurs de porcs bio ne se situe sur le territoire de l'Alagnon ; ils se concentrent tous au nord de l'Auvergne.

Filière volailles chair

Des perspectives de développement sur le territoire uniquement en circuits courts

- Les élevages de volailles de chair en intégration (circuits longs) sont quasiment absents du territoire. Ce type d'élevage est en effet totalement dépendant de la localisation des abattoirs certifiés bio qui se situent tous dans l'Allier ou nord Puy-de-Dôme. Ce sont eux qui s'occupent de la collecte et du transport, et leur distance d'approvisionnement autour du site ne va pas au-delà de 80 à 100km. Le territoire de l'Alagnon est donc hors zone. L'abattoir Sedivol d'Isserteaux (63) se situe plus près du territoire mais n'est pas certifié bio.
- Malgré tout, la demande de poulets bio est bien présente puisque les organismes de production sont à la recherche de nouveaux éleveurs, si possible aussi producteurs de céréales et de protéagineux bio pour subvenir à l'alimentation des volailles. A l'heure actuelle, l'élevage de volailles de chair dans le bassin versant de l'Alagnon ne peut se développer qu'en circuits courts avec un abattage à la ferme ou dans un abattoir proposant de la prestation de services, ce qui implique des tailles d'ateliers beaucoup plus réduites.

Difficultés techniques identifiées

- La rencontre des organisateurs de la production et des abattoirs a toutefois permis d'identifier quelques points d'attention techniques concernant les volumes de poulets bio qu'ils commercialisent :
 - maîtrise de la gestion sanitaire du troupeau (parasites notamment)
 - maîtrise de la croissance des animaux avec risque de poulets trop gros qui impliquent un prix d'achat du poulet entier trop élevé pour le consommateur
 - tensions sur les prix des céréales qui n'ont pas suivi la dynamique de conversion en élevage

Filière poules pondeuses

► La demande du marché en œufs bio est également en augmentation. D'après les acteurs filière, le développement d'ateliers de poules pondeuses serait possible et intéressant sur le territoire de l'Alagnon, surtout sur le secteur Nord-Est, avec une valorisation par l'intermédiaire du Clos Mally situé à Clermont-Ferrand.

Perspectives de développement des filières végétales biologiques

Filière grandes cultures

Une demande importante pour les espèces classiques

► Avec la demande du marché en alimentation humaine mais aussi en alimentation animale avec le fort boom des conversions en élevage, la filière est en recherche de nouveaux volumes. Les espèces principalement recherchées sont les espèces majoritaires et couramment utilisées : blé, triticale, orge, féverole, pois, maïs... En revanche, les espèces qui sont techniquement plus faciles à conduire en bio mais dont la consommation reste limitée sont moins recherchées car beaucoup de producteurs peuvent en fournir : c'est le cas du seigle, de l'épeautre, du sarrasin... D'autres productions sont en cours de développement comme le soja pour l'alimentation humaine, l'orge brassicole, ou la lentille (demande de création de l'AOP Lentille Blonde de St-Flour).

Opérateur	Activité AB	Alimentation animale	Alimentation humaine	Zone d'approvisionnement
BIOAGRI	100%bio	x	x	► Collecte possible sur tout le territoire, souvent à condition d'avoir du stockage en ferme ou des bennes locales.
AXEREAL	Mixte bio/non bio	x	x	
MOULIN MARION	100%bio	x	x	
CELNAT	100% bio		x	
AUROUZE	100% bio	x		► Très peu de collecte sur ce secteur (plutôt vente aliments) et pas de développement envisagé (zone non céréalière).
MOULIN DE GRIBORY	100% bio + Demeter		x	► Collecte via transporteur

Le stockage en ferme comme condition au développement

► Le territoire de l'Alagnon est essentiellement à dominante élevage et est assez peu tourné vers les grandes cultures mis à part côté Puy-de-Dôme à l'extrême Sud de la Limagne et côté Haute-Loire avec le Brivadois. De ce fait, les quantités de céréales produites sont plutôt utilisées pour l'alimentation animale et le surplus est vendu. Cela entraîne une dispersion de petits volumes à collecter. Du côté des acteurs filière, c'est donc l'organisation du transport et du stockage qui constitue le premier frein au développement de la collecte sur le territoire de l'Alagnon. Certaines structures arrivent également à leur capacité de stockage limite au niveau de leurs propres installations. De ce fait, le développement de la collecte de céréales sur le territoire pourrait se développer à condition de disposer de stockage en ferme, celui-ci étant généralement rémunéré par des primes de stockage au prorata de la durée de stockage.

► L'amélioration des conditions de stockage pourrait également favoriser les échanges commerciaux entre les fermes d'élevage herbagères et les fermes avec des cultures du territoire de l'Alagnon.

Difficultés techniques identifiées

► Plusieurs acteurs filière ont fait part d'un besoin d'accompagnement technique plus individualisé pour les agriculteurs, surtout avec les nouveaux convertis pour qui le changement de système pose de nombreuses questions techniques :

- gestion de l'enherbement
- gestion de la fertilisation et des amendements calciques
- choix variétaux
- maîtrise sanitaire du stockage en ferme (problèmes d'humidité, de parasites...)

Autres filières végétales

► En Auvergne, il n'existe quasiment pas d'acteurs en circuits longs (demi-gros) pour les petites productions végétales. Les fermes bio du territoire avec ce type de production se tournent donc essentiellement vers la vente directe pour commercialiser leurs produits.

Fruits et légumes

► Seul le Mas de l'Armandine a été enquêté pour la filière petits fruits. L'entreprise, 100% bio, transforme tous fruits confondus mais ne s'approvisionne pas en Auvergne car les producteurs n'ont pas assez de volumes. Si cela venait à être le cas, l'approvisionnement pourrait tout à fait être relocalisé, en particulier pour des espèces telles que la fraise ou la framboise.

► Les fermes bio du territoire avec des activités de petites productions végétales se tournent donc essentiellement vers la vente directe pour commercialiser leurs produits.

PPAM – Un opérateur principal avec un approvisionnement local, la SICARAPPAM

► La SICARAPPAM est une coopérative de cueilleurs et de producteurs de plantes basée à Aubiat, au nord de Clermont-Ferrand. Elle est en recherche active de nouveaux adhérents, surtout des producteurs avec de bonnes connaissances techniques, afin de satisfaire à la demande du marché (commercialisation uniquement à des professionnels) sans mettre en péril la ressource naturelle par une cueillette trop importante. Les plantes les plus recherchées actuellement sont la menthe verte et la menthe poivrée, le cassis (bourgeons et feuilles), la verveine, la camomille romaine et la camomille matricaire. Le séchage doit obligatoirement être réalisé en ferme, ce qui permet une certaine souplesse pour le transport jusqu'à la coopérative, avec une livraison en vrac ou déjà mis en morceaux.

► Le développement d'ateliers de diversification en PPAM sur le territoire pourrait tout à fait être envisageable avec ce type de circuit de commercialisation : cela peut constituer un bon complément de revenu sur la ferme si la conduite technique est bien maîtrisée, et un moyen de sécuriser des installations. Tous les volumes produits ou cueillis sont planifiés à l'avance une fois par an par la SICARAPPAM pour chaque producteur. Malgré le statut de coopérative impliquant un apport total pour les adhérents, la vente directe est possible pour les agriculteurs.

Conclusion sur le potentiel de débouchés biologiques sur le territoire

Atouts du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Territoire avec un potentiel touristique, propice à la valorisation de produits de qualité et bénéficiant d'une image « verte » - Territoire assez bien pourvu en outils d'abattage, de découpe et de transformation sauf pour les volailles - Des initiatives collectives récentes, certaines 100% bio (projets collectifs locaux de transformation et/ou de commercialisation) - Des opérateurs filières en recherche de producteurs et de nouveaux volumes dans quasiment toutes les productions, en adéquation avec la consommation croissante de produits bio - Démarches de différenciation de certains opérateurs pour une bio plus haut de gamme
Limites et freins potentiels	<ul style="list-style-type: none"> - Technicité globale à améliorer en lien avec les débouchés, nombreux nouveaux convertis avec des systèmes en évolution - Peu d'engraissement (manque de surfaces labourables, gestion du pâturage...) - Manque d'information des éleveurs sur les débouchés existants et les types de produits attendus par la filière, préoccupation souvent tardive de ces questions - Pas de structuration collective d'éleveurs allaitants bio - Une réflexion à poursuivre sur les possibilités de valorisation d'AOP bio - Territoire peu peuplé et en léger déclin démographique - Accessibilité de certaines zones du territoire (Cézallier, Monts du Cantal), notamment en saison hivernale - Difficultés de collecte et problématiques de stockage, dépendance des producteurs à la localisation des acteurs filière si pas de vente en circuits courts - Certaines productions en déprise (production ovine) voire en voie de disparition (production porcine), en lien avec des problématiques de transmission des fermes - Produits bio les plus consommés peu produits sur le territoire (fruits et légumes, œufs) mis à part les produits laitiers - Magasins spécialisés et GMS ayant un rayon bio peu ou pas développés - Introduction de produits bio dans les cantines à développer
Orientations, actions à développer	<p><u>Sensibilisation et information autour de l'AB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Informer les producteurs sur les débouchés existants, en lien avec les acteurs filière <p><u>Animation collective et accompagnement technique au développement de pratiques en faveur de la qualité de l'eau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les éleveurs techniquement, en particulier ceux récemment convertis, en lien avec les débouchés (engraissement à l'herbe, complémentation, génétique, santé animale...) - Inciter les éleveurs bio et en conversion à engraisser leurs animaux et les accompagner techniquement <p><u>Lien aux débouchés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer et soutenir les productions d'ovins, de porcs, d'œufs, de PPAM, de grandes cultures, maraîchage et petits fruits (uniquement en zone de plaine pour certaines productions) - Accompagner la structuration de débouchés AOP bio rémunérateurs - Soutenir les projets collectifs de valorisation de produits bio et locaux - Développer le lien entre producteurs et restauration touristique locale en faisant connaître les producteurs bio et locaux aux acteurs du territoire (lien au réseau des épiceries, restauration collective, etc) - Accompagner les communes volontaires dans l'introduction de produits bio et locaux dans leurs cantines

3 - QUEL CONTEXTE POLITIQUE ET RÉGLEMENTAIRE INFLUANT SUR LA TRANSITION AGRICOLE DU TERRITOIRE ?

- Quelles sont les positions politiques, objectifs et moyens mis en œuvre par les collectivités et les acteurs du développement agricole sur le territoire ?

Position des acteurs de l'Eau

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Alagnon

- Si le SAGE Alagnon ne décline pas d'objectif spécifique au développement de l'agriculture biologique, les dispositions du SAGE relatives à l'enjeu 2 « Qualité des eaux superficielles et souterraines » vont dans le sens des principes de l'agriculture biologique :
 - disposition 2.1.1 « Améliorer/optimiser les pratiques agricoles »
 - disposition 2.2.2 « Améliorer/adapter les pratiques de fertilisation et d'épandage »
 - disposition 2.2.8 « Contribuer à la réduction de l'usage des produits phytosanitaires »

Source : *Rapport de présentation du SAGE Alagnon*

- L'agriculture biologique est en cohérence avec les objectifs de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne car elle est vue comme un moyen d'améliorer la qualité de l'eau du fait de son cahier des charges. Elle fait donc l'objet de soutiens financiers à travers les outils contrats territoriaux tel que celui de l'Alagnon.

Le contrat territorial – un soutien fort à l'AB

- L'agriculture biologique représente une part importante du volet agricole du contrat territorial avec 30% du budget prévisionnel consacré au financement spécifique de l'animation menée par le réseau bio et Cézallier Bio (dont 65% de ce budget financé par l'Agence de l'Eau).
- Le SIGAL a également inscrit dans le contrat un objectif fort : celui d'atteindre les 20% d'exploitations et/ou surfaces en bio sur le BV à la fin du contrat. Cet objectif va au-delà des engagements nationaux annoncés par le gouvernement dans le cadre du plan Ambition Bio 2022 (15% de surfaces en bio et 20% de produits bio dans la restauration collective).
- Plusieurs actions sont prévues dans le contrat :
 - étude du potentiel de développement de l'agriculture biologique afin de proposer un programme d'actions adaptées (FRAB Auvergne-Rhône-Alpes via les GAB15/43/63 + Cézallier Bio)
 - étude spécifique de la filière viande bovine biologique (Cézallier Bio)
 - diagnostics individuels de conversion à l'agriculture biologique (FRAB Auvergne-Rhône-Alpes via les GAB15/43/63 + Chambres d'Agriculture)
 - animation collective autour du changement de pratiques agricoles vers l'agriculture biologique

Position des collectivités territoriales locales : les intercommunalités

- Les communes du bassin versant de l'Alagnon appartiennent à 6 intercommunalités différentes. Hautes Terres Communauté est celle dont le territoire est le plus représenté au sein du BV (*Figure 28*). Du fait de la part très réduite voir marginale de leur territoire dans le CT de l'Alagnon (respectivement 4 et 1 commune), les CC Auzon Communauté et Cère et Goul en Carladès n'ont pas été enquêtées.

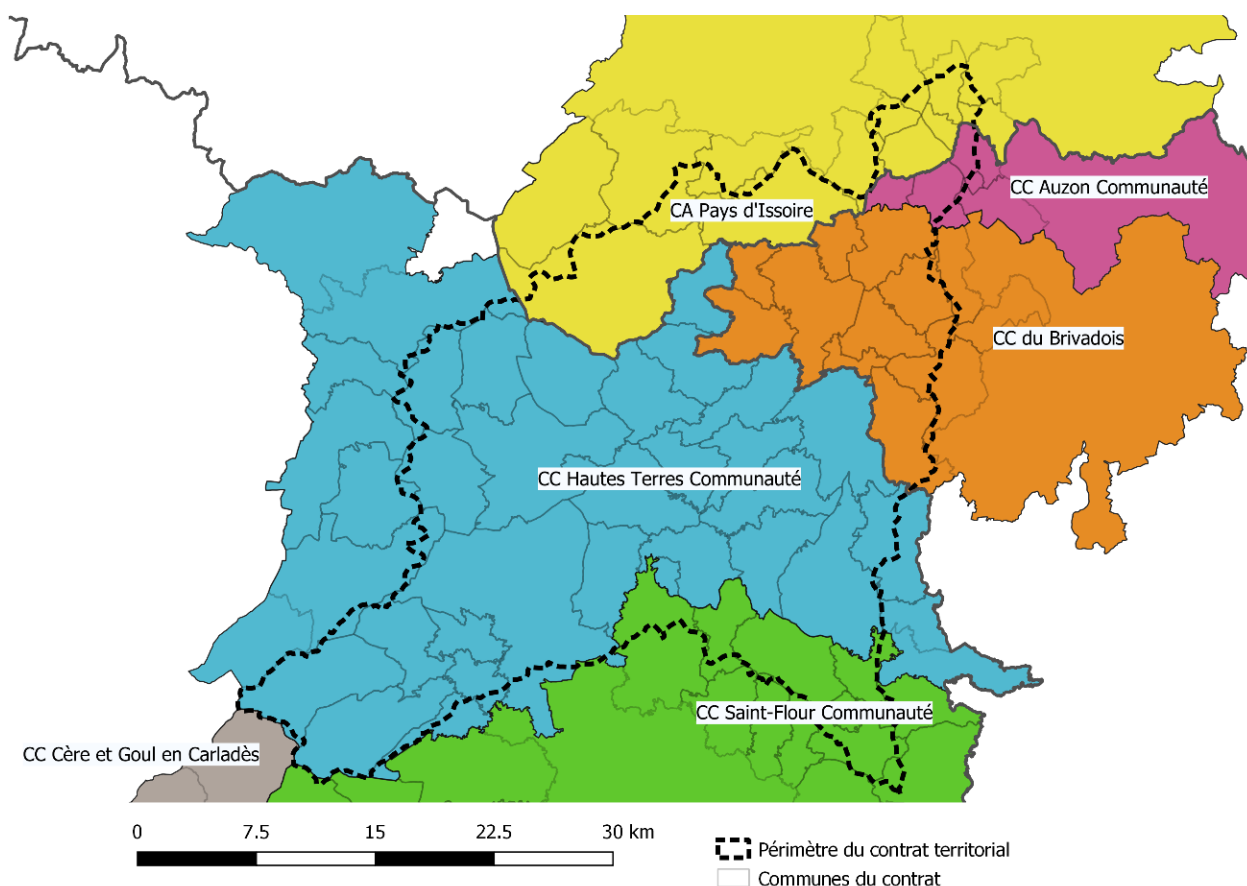


Figure 28 - Intercommunalités concernées par le contrat (Sources : IGN AdminExpress, SIGAL)

Position individuelle des élus

► A dires d'acteurs, 2 critères paraissent influencer la position des élus quant à l'agriculture biologique :

- l'âge : les élus jeunes semblent plus favorables à l'AB que les élus plus âgés qui restent plus facilement tournés vers le modèle conventionnel majoritaire
- l'origine agricole : alors que beaucoup d'élus sont agriculteurs, il semble que ce soient ceux qui sont les moins sensibles à l'AB et parmi lesquels on retrouve le plus souvent des personnes complètement réfractaires. Parfois, c'est aussi un public qui ne souhaite pas que la collectivité s'implique dans l'agriculture de manière générale et qu'elle laisse cette compétence aux structures spécifiques du domaine agricole.

Hautes Terres Communauté et l'Agglo Pays d'Issoire

► Les intercommunalités Hautes Terres Communauté et l'Agglo Pays d'Issoire portent essentiellement leur programme agricole à travers le projet Céallier Bio. Ce dernier concerne 45 communes, dont 31 font aussi partie du contrat territorial de l'Alagnon (Figure 29).

Céallier Bio – Un projet de territoire emblématique

► Initié en 2015 suite à un appel à projet régional « Territoire Bio Exemplaire », le projet Céallier Bio est porté par l'Agglo Pays d'Issoire et Hautes Terres Communauté, en partenariat avec Bio63 et Bio15. Il concerne l'entité géographique du Céallier et est délimité par le périmètre des ex-communautés de communes ayant porté le projet à son démarrage : Ardes Communauté, CC Pays de Massiac et CC du Céallier. Il est financé par le programme LEADER, la région et l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne via le contrat territorial. Prévu normalement pour 2 ans, le projet a été prolongé pour une 3^{ème} année sur 2018/2019.

► Le projet se décline en 3 axes :

- Axe 1 – Développer la production en AB
- Axe 2 – Structuration et création de filières
- Axe 3 – Sensibilisation et communication auprès des élus, habitants, enfants, touristes

- De nombreuses actions ont ainsi pu être menées ou sont encore en cours : recensement des agriculteurs bio du territoire, journées portes-ouvertes, lien aux opérateurs filière avec organisation de visites, étude de la filière laitière bio du territoire et accompagnement du groupe pour la création d'un projet collectif de transformation laitière d'Allanche, etc.
- Une étude spécifique sur la filière viande bovine biologique est également menée cette année, pour laquelle une restitution a eu lieu en septembre sous forme d'une demi-journée sur une ferme bio du territoire.

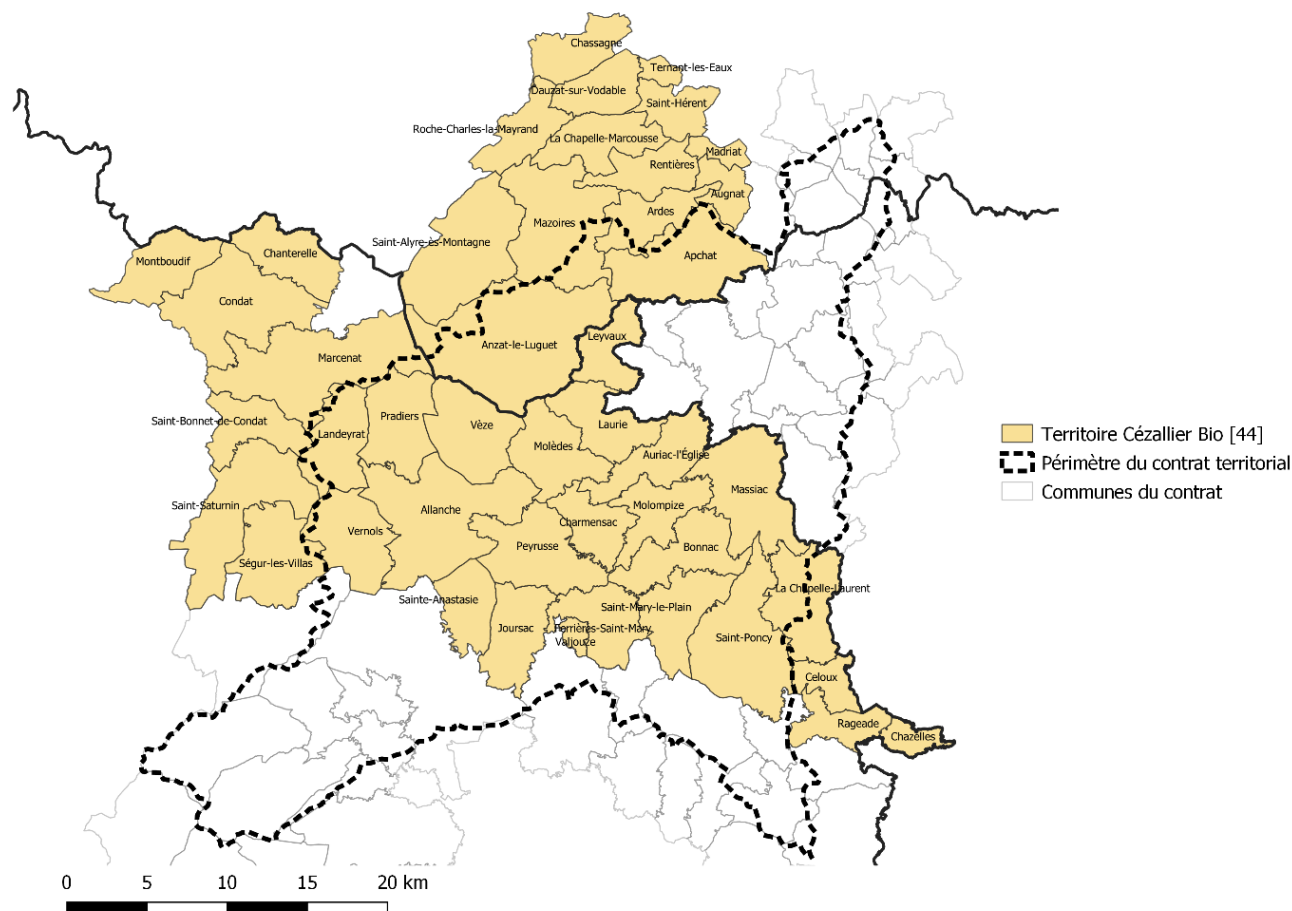


Figure 29 - Territoire Cézallier Bio (Sources : Cézallier Bio, SIGAL)

Autres perspectives des collectivités

► Agglo Pays d'Issoire :

- objectif de développer le travail avec les écoles et l'enseignement agricole qui est identifié comme un frein important au changement agricole et à l'AB
- volonté de développer des actions sur la restauration collective mais il n'y a pas de projet défini, stade de la réflexion
- diagnostic foncier à venir avec projet d'intégration dans l'ingénierie agricole du conseil départemental du Puy-de-Dôme (voir partie enjeux fonciers locaux)

► Hautes Terres Communauté :

- volonté de travailler sur la valorisation de la production locale pour mettre en avant le territoire
- territoire expérimental pour le projet « Installer en Massif Central » initié avec les Jeunes Agriculteurs

St-Flour Communauté

► Cette collectivité est très impliquée sur le volet agricole puisqu'elle décline son 2^{ème} programme d'intervention agricole et rural 2017-2020 et qu'une personne est spécifiquement en charge de son application. Les élus portent un objectif fort de valorisation de l'agriculture du territoire tout en préservant les ressources naturelles et en mettant en avant le lien aux produits locaux. L'agriculture biologique n'est pas inscrite comme un objectif en tant que tel mais les pratiques encouragées par la collectivité vont dans ce sens. Le programme s'articule en 3 axes principaux et 1 axe complémentaire :

- Axe 1 – Produire en valorisant les spécificités d'un territoire de montagne
- Axe 2 – Transformer localement pour améliorer la valeur ajoutée des produits
- Axe 3 – Commercialiser autrement, localement et à l'extérieur du territoire
- Axe 4 – Sensibiliser, former, communiquer et accompagner (modalités d'intervention des 3 premiers

axes)

► Ce programme inclut des aides directes aux agriculteurs tout en encourageant des pratiques favorables à l'environnement et au territoire : valorisation de l'herbe avec soutien à l'autonomie fourragère et l'autonomie alimentaire, soutien à la préservation de la biodiversité, aux projets collectifs de transformation et de commercialisation, etc...

► La collectivité est en réflexion pour introduire des actions concernant l'approvisionnement de la restauration collective en produits locaux. Elle a également financé l'atelier technologique du lycée de St-Flour et mis à disposition des locaux pour l'atelier de découpe Des Producteurs à L'Assiette.

CC du Brivadois

► La compétence agricole de la CC du Brivadois n'est pas développée, sauf en ce qui concerne le développement du PLUI qui est construit en lien avec les agriculteurs. Les autres questions liées à l'agriculture sont laissées aux communes, notamment pour l'approvisionnement des cantines en produits bio.

Position des collectivités territoriales supra-locales

Les aides régionales

► Dans le cadre du Programme de Développement Rural – FEADER Auvergne 2014-2020, plusieurs dispositifs d'aides existent et sont cofinancés par la région, les départements et les fonds européens du FEADER. Ces aides ne sont pas spécifiques bio mais un système de bonifications s'applique lorsque cela concerne des fermes bio : aide à la modernisation des fermes pour les filières animales, aide à la diversification des fermes, aide aux projets d'atelier de transformation et de vente directe, aide à la certification AB, Label rouge et autres SIQO (pas de système de bonification ici). Ces aides sont en majeure partie des aides aux investissements et peu au fonctionnement.

► Confiée depuis 2014 aux régions, la gestion des aides à la conversion et au maintien a été remise en question en 2017 avec le désengagement financier de l'état pour les fonds destinés aux aides au maintien à partir de 2018. La décision de leur conservation ou non a été laissée aux régions. Ainsi, les réflexions entamées laissent penser que les aides au maintien sont amenées à disparaître en région Auvergne Rhône-Alpes, ce qui serait un vrai coup dur pour la pérennité des exploitations bio et notamment des nombreuses nouvelles converties. La visibilité sur les enveloppes dédiées à la bio est également faible et les grosses lacunes accumulées ces dernières années dans les délais de versement des aides créent des incertitudes majeures pour les agriculteurs pouvant aller jusqu'à être un frein à se convertir en bio.

► Par ailleurs, la nouvelle politique régionale a eu pour conséquences une forte baisse des dotations de la région au réseau FRAB, pénalisant de fait le développement de l'agriculture biologique.

Les aides départementales

► Les actions déclinées ci-dessous interviennent en complément des financements fournis dans le cadre du PDR Auvergne. Les 3 départements ont tous choisi de soutenir le développement de l'agriculture biologique.

Conseil Départemental 15	► Acteur n'ayant pas répondu à l'enquête
Conseil Départemental 43	► Pour les dispositifs relatifs à l'AB : - participation au financement de l'animation de Haute-Loire Biologique - mise en place du projet « Manger Bio et local » dans les collèges et les EHPAD en lien avec Haute-Loire Bio, avec un objectif de 40% de produits locaux et 20% de produits bio ► Les actions agricoles en lien avec la protection de l'eau, elles sont exclusivement financées dans le cadre des contrats territoriaux dont celui de l'Alagnon.
Conseil Départemental 63	► Participation au financement de l'animation de Bio63 (convention de partenariat) ► Mise en place historique de la plate-forme Agrilocal63 de mise en relation des producteurs locaux avec les acheteurs de la restauration collective ► Aides aux repas bio jusqu'à juin 2018 pour les structures s'approvisionnant en produits bio via l'outil Agrilocal63 ► Aides aux agriculteurs : certification bio, investissement matériel, atelier de transformation

La Charte Parc

► Le Parc Naturel des Volcans d'Auvergne concerne 45 des 78 communes du contrat territorial. Elles sont toutes signataires de la Charte Parc 2013-2025. L'AB y apparaît à plusieurs reprises comme une agriculture à développer (source Charte PNRVA) :

- Mesure 2.1.2 « Enrichir la biodiversité en préservant les milieux naturels et la mobilité des espèces » avec comme points à valoriser « le maintien de pratiques extensives et de mesures agro-environnementales territorialisées, le développement de l'agriculture biologique et des certifications environnementales des exploitations »

- Mesure 2.2.1 « Articuler les modes de gestion et d'exploitation des ressources en eau dans une optique de solidarité et de respect des milieux aquatiques et humides »

- Mesure 3.3.1 « Encourager les productions agricoles génératrices de valeur ajoutée et garantes des ressources locales »

- Mesure 3.5.2 « Attribuer et animer la marque « accueil, produit, savoir-faire » du PNRVA pour soutenir et stimuler les activités durables valorisant les patrimoines du territoire », avec un objectif de développer la complémentarité entre l'Agriculture Biologique et la marque Parc

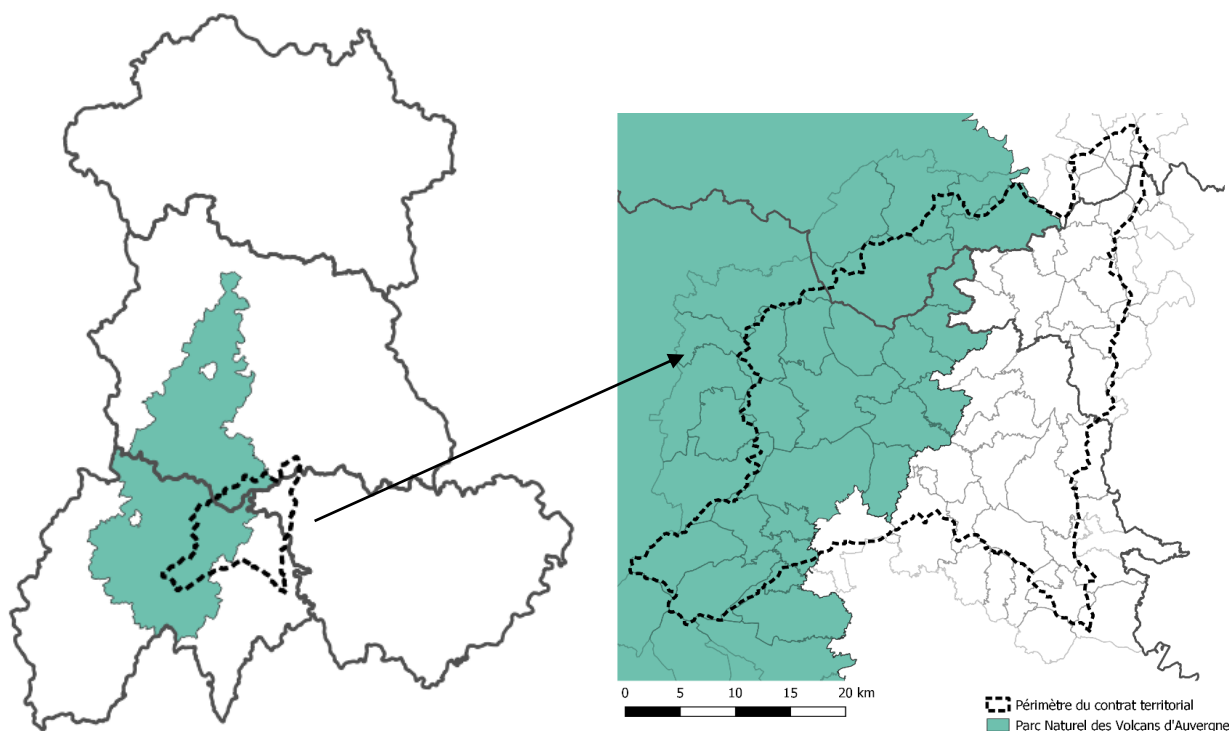


Figure 30 - Localisation du Parc Naturel des Volcans d'Auvergne (Sources : DatARA, SIGAL)

Position des acteurs du développement agricole

► Le regard du monde agricole sur l'agriculture biologique a beaucoup évolué ces dernières années, en faveur de l'agriculture biologique. Aujourd'hui, l'AB est vue comme un des modèles d'agriculture à développer pour contribuer au changement agricole mais elle n'est pas mise en avant plus qu'une autre agriculture.

• Quels sont les enjeux fonciers locaux ?

Contexte du territoire

- Les exploitations du territoire font face à des problématiques importantes de transmission. Ceci constitue un frein pour le développement de l'AB, car les questions de viabilité et de transmissibilité de la ferme sont prioritaires pour les exploitants qui n'ont pas de repreneurs.
- Le nombre d'installations est faible par rapport aux départs (environ 1 installation pour 2 à 3 départs dans le Cantal). Le coût croissant de l'installation est un des facteurs explicatifs, avec des fermes à reprendre de plus en plus grandes, qui demandent un investissement plus important pour racheter des parts du capital social, et beaucoup de porteurs de projets qui sont dans une démarche hors cadre familial.
- La Chambre d'Agriculture du Cantal soulève également le manque d'adéquation entre les attentes des cédants du territoire et celles des porteurs de projet ne sont pas en adéquation. Beaucoup de porteurs de projets sont plutôt sur des démarches individuelles alors que beaucoup de fermes sont en recherche d'associés. De plus, les faibles montants des retraites agricoles et l'inéligibilité aux aides agricoles après la retraite poussent les cédants à ne pas toujours souhaiter transmettre.
- La pression foncière est en augmentation, notamment sur la zone AOP St-Nectaire, qui implique une alimentation des animaux avec des fourrages produits sur la zone. Les estives sont très recherchées et ne sont pas toujours acquises par des agriculteurs du secteur.

Implication des acteurs locaux

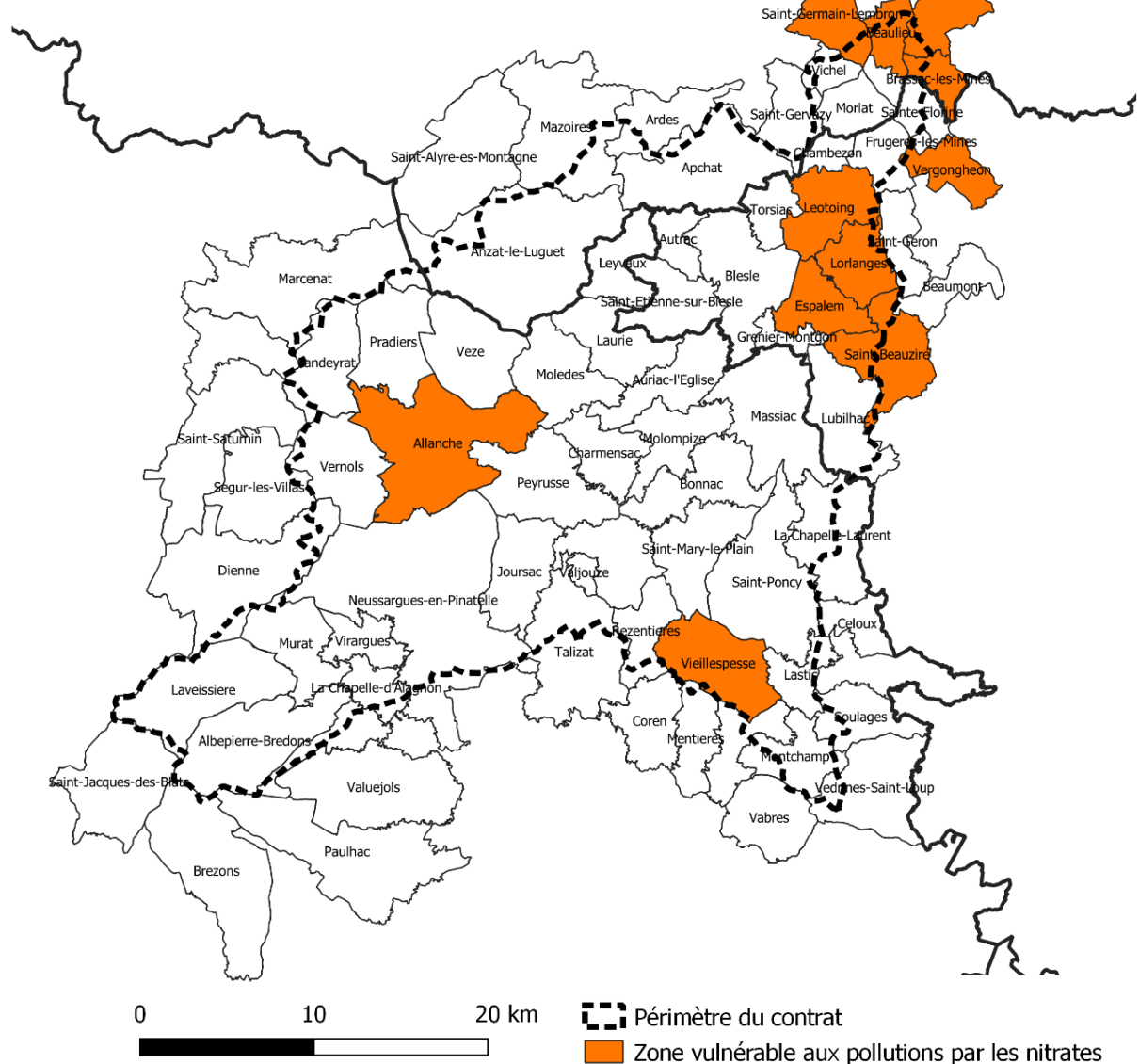
► La préservation et la valorisation de l'agriculture du territoire est un enjeu majeur pour les collectivités car elle touche directement à l'emploi et à la dynamique de leur territoire. Face à ce constat d'une agriculture en perte de vitesse, plusieurs actions ont été initiées afin de soutenir l'installation de jeunes et la transmission des fermes :

Agglo Pays d'Issoire	<ul style="list-style-type: none">► Diagnostic foncier en cours de finalisation sur le territoire du Pays de Sauxillanges (hors BV).► Diagnostic foncier à venir sur l'ensemble de l'Agglo, via la mise en place de l'ingénierie agricole proposée par le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme (réseau foncier)
Hautes Terres Communauté	<ul style="list-style-type: none">► Implication projet « Témoin » (Accueillir et transmettre en milieu rural, ouvrir à des initiatives novatrices), porté par l'association Installer en Massif Central (réseau Jeunes Agriculteurs) et en lien avec Sols et Civilisation.
St-Flour Communauté	<ul style="list-style-type: none">► Soutien financier des opérations foncières volontaires liées au remembrement en préservant les haies (animation Chambre d'Agriculture du Cantal et prestation Mission Haies Auvergne)► Abonnement à l'outil Vigifoncier afin de suivre les terres disponibles et informer les producteurs► Pas de réserve foncière actuellement mais la réflexion est engagée
CC du Brivadois	<ul style="list-style-type: none">► Construction du PLUI en concertation avec les agriculteurs► Autrefois, dispositif « Place aux jeunes » non spécifique à l'agriculture qui visait à soutenir les jeunes dans leur projet d'installation.

► Par ailleurs, le réseau des Chambres d'Agriculture accompagne spécifiquement les porteurs de projets à travers le Point Accueil Installation. Certaines structures privées sont également investies dans ces problématiques : c'est le cas de la coopérative Copagno qui met à jour plusieurs fois par an un catalogue des cédants en production ovine sur le territoire auvergnat (disponible en ligne).

424 *Journal of Maritime Law*

Figure 1. The location of the study area in the north-east of Iran.



Captages prioritaires

- Le diagnostic environnemental du SAGE Alagnon répertorie 182 captages sur le bassin versant en 2013 ; 96% sont des sources. 1 seul prélèvement est réalisé dans des eaux de surfaces, les autres sont tous réalisés dans des eaux souterraines.
- Aucun captage prioritaire n'est présent sur la zone (source DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes, 2017). La dénomination « captage prioritaire » est adjugée sur la base de critères de qualité des eaux et de critères stratégiques.

Zonages environnementaux

- Le territoire comporte de nombreuses zones Natura 2000 sous la directive Habitats. Quelques zones Natura 2000 sous la directive Oiseaux sont également présentes sur les franges du bassin versant (*Figure 32*).
- Le territoire ne comporte pas de réserve naturelle nationale, ni de zone soumise à arrêté préfectoral de protection de biotope.

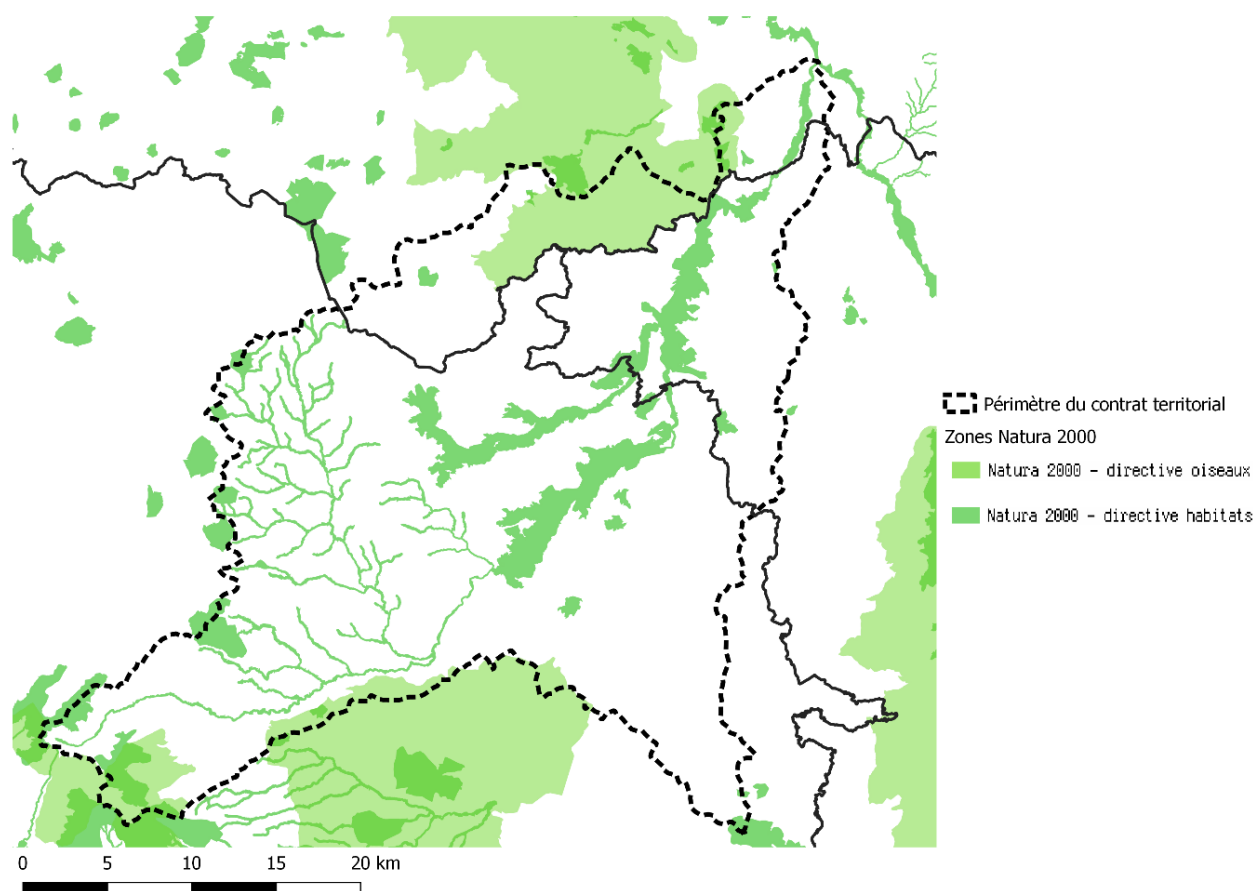


Figure 32 - Zones Natura 2000 présentes sur le contrat territorial (Sources : DatARA, SIGAL)

Conclusion sur le contexte politique et réglementaire

Atouts du territoire	<ul style="list-style-type: none">- Soutien important de l'AB par les acteurs publics, notamment ceux spécifiques à la gestion de l'eau- Projet de territoire emblématique 100% bio : Cézallier Bio- Des collectivités qui se préoccupent de plus en plus de l'agriculture, valeur ajoutée de leur territoire- SIGAL reconnu localement pour porter un projet en lien avec la qualité de l'eau- Grand public plutôt sensible aux questions environnementales et de préservation de la qualité de l'eau
Limites et freins potentiels	<ul style="list-style-type: none">- Un territoire rural, peu peuplé, et en déprise : les problématiques d'installation-transmission des fermes du secteur sont la première préoccupation agricole des collectivités.- Pression foncière en augmentation- Des élus agriculteurs encore plutôt défavorables à l'AB- Incertitudes des aides PAC et disparition des aides au maintien fragilisant les conversions récentes
Orientations, actions à développer	<p>Sensibilisation et information autour de l'AB :</p> <ul style="list-style-type: none">- Informer les élus locaux aux outils mobilisables par les collectivités (foncier, cantines, etc)- Informer sur le lien entre AB et installation-transmission- Faire connaître les fermes bio du territoire et leurs produits en lien notamment avec le réseau des épiceries et métiers de bouche locaux ainsi que la restauration collective <p><u>Suivi du contrat et lien aux partenaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Poursuivre la dynamique du projet Cézallier Bio en lien avec le contrat territorial- Faire le lien avec les acteurs spécialisés sur les enjeux fonciers et d'installation-transmission

BILAN DE L'ÉTAT DES LIEUX DU TERRITOIRE

	Axe 1 – Potentiel de production	Axe 2 – Potentiel de débouchés	Axe 3 – Contexte politique et réglementaire
Points forts	<ul style="list-style-type: none"> - Systèmes 100% prairies majoritaires, autonomes en fourrages et avec un chargement faible - Majorité d'agriculteurs interrogatifs ou favorables par rapport à l'AB, avec des questionnements - Proximité de leur système par rapport à l'AB vue comme la 2^{ème} principale motivation à la conversion - Dynamiques collectives plutôt développées bien qu'avec une répartition hétérogène (ex : CUMA) - Implication sociale des producteurs sur leur territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - Initiatives collectives récentes de transformation et/ou de commercialisation, certaines 100% bio - Développement possible de l'AB en restauration collective 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un projet de territoire emblématique : Cézallier Bio - Soutien fort des acteurs publics locaux (principales intercommunalités, SIGAL) et supra-locaux (Agence de l'Eau, PNRVA, Conseils départementaux)
Points faibles	<ul style="list-style-type: none"> - Systèmes naisseurs avec vente de broutards et très peu d'engraissement - Elevages dépendants de l'achat de concentrés extérieurs - Prépondérance des étables entravées - Utilisation répandue de la fertilisation minérale avec un public d'éleveurs moins sensible aux questions agronomiques - Utilisation limitée des techniques alternatives de désherbage - Utilisation des antiparasitaires avec une logique systématique - Freins psychologiques encore bien présents - Part prépondérante des motivations économiques au passage en bio alors que les motivations sociologiques restent très peu exprimées - Manque global d'informations des producteurs sur l'AB, en particulier sur la réglementation, les démarches et les débouchés - Fermes bio jeunes avec des systèmes encore à pérenniser 	<ul style="list-style-type: none"> - Part importante d'animaux produits en bio commercialisés dans le circuit conventionnel (broutards) - Qualité de certains produits insatisfaisante (manque d'engraissement) - Magasins spécialisés et GMS ayant un rayon bio peu ou pas développés - Peu de valorisation de produits à la fois AOP et bio 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'information des élus sur les producteurs bio et locaux et sur leurs leviers d'actions pour l'agriculture (notamment collectivités encore peu impliquées sur le volet agricole) - Certains élus encore défavorables à l'AB

BILAN DE L'ÉTAT DES LIEUX DU TERRITOIRE

	Axe 1 – Potentiel de production	Axe 2 – Potentiel de débouchés	Axe 3 – Contexte politique et réglementaire
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> - Produits sous signes de qualité ancrés dans le territoire (AOP fromagères...) - Possible complémentarité entre systèmes d'élevage de montagne et systèmes céréaliers en plaine - Proximité de plusieurs lycées agricoles moteurs sur l'AB ou le changement de pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Territoire avec un potentiel touristique, propice à la valorisation de produits de qualité et bénéficiant d'une « image verte » - Proximité des outils d'abattage, de découpe et de transformation - Opérateurs filière en recherche de nouveaux volumes et producteurs du fait de la consommation croissante de produits bio - Proximité de plusieurs bassins de consommation grâce au rayonnement de l'axe autoroutier 	
Menaces	<ul style="list-style-type: none"> - Une partie du territoire est inadaptée à la production de cultures pour l'alimentation des animaux, du fait du contexte pédoclimatique - Surfaces agricoles et nombre d'animaux d'élevage en déprise - Territoire excentré par rapport aux sièges des structures d'accompagnement technique 	<ul style="list-style-type: none"> - Produits bio les plus consommés peu produits sur le territoire (fruits et légumes, œufs) sauf le lait - Difficultés de collecte liées à l'accessibilité d'une partie du territoire et à la dispersion de petits volumes en cultures - Territoire peu peuplé 	<ul style="list-style-type: none"> - Déprise agricole et enjeux fonciers - Incertitudes vis-à-vis des aides bio de la PAC et de la nouvelle réglementation avec le risque de retour au conventionnel des nombreuses fermes bio récemment converties

SYNTHÈSE DES PISTES D' ACTIONS IDENTIFIÉES

Champ d'actions réseau bio	Besoins identifiés – Objectifs	Pistes d'actions	Actions opérationnelles
Sensibilisation et information autour de l'AB	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins d'information des producteurs (identifiés et exprimés) - Prépondérance des freins psychologiques des producteurs conventionnels et méconnaissance du fonctionnement des fermes bio - Collectivités préoccupées par les enjeux d'installation-transmission, volonté de développer l'AB en restauration hors domicile 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer sur la réglementation en AB, les aides, et la démarche de certification - Informer sur les débouchés existants - Informer sur les références technico-économiques - Faire connaître le fonctionnement des fermes bio aux producteurs conventionnels - Sensibiliser les élus aux outils mobilisables par les collectivités en faveur de l'AB (fonciers, cantines, etc) - Informer sur le lien entre AB et installation-transmission 	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre locale « Passer en bio, pourquoi pas moi ? », hiver 2018-2019 (réunion d'informations générales sur l'AB) - Soirée débat filière lait (cf « Lien aux débouchés ») - Rencontre ferme bovin viande bio (cf « Suivi du contrat et lien aux partenaires »)
Animation collective et accompagnement technique au développement de pratiques en faveur de la qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - 46% des fermes bio converties récemment (moins de 2 ans) - Pratiques agronomiques inadaptées à la conduite en bio - Très peu d'engraissement des animaux alors que la filière est en attente d'animaux bio finis - Nécessité de privilégier les productions à l'herbe pour les élevages de montagne du fait de la dépendance aux achats de concentrés extérieurs, complémentarité possible avec les systèmes de plaine - Dynamiques collectives bien développées sur une partie du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner le raisonnement de la fertilisation en lien avec l'utilisation de surfaces pour les besoins du troupeau - Former sur les techniques alternatives au désherbage - Former à la prévention en santé animale - Pérenniser les nombreuses conversions récentes en accompagnant les éleveurs techniquement au changement de pratiques, en lien avec les débouchés - Inciter les éleveurs bio et en conversion à engraisser leurs animaux à l'herbe pour une meilleure qualité des produits finis (raisonnement de l'alimentation et de la génétique) - Accompagner les producteurs au développement de leur production en s'appuyant sur la valorisation de l'herbe - S'appuyer sur les initiatives existantes et notamment les CUMA, GIEE... 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation « Désherbage mécanique » en cultures, 13 novembre 2018, secteur Brivadois - Formation prévention santé animale en porc, hiver 2018-2019 dans le secteur de Massiac - Création d'un groupe d'échanges de pratiques en grandes cultures

SYNTHÈSE DES PISTES D' ACTIONS IDENTIFIÉES

Champ d'actions réseau bio	Besoins identifiés – Objectifs	Pistes d'actions	Actions opérationnelles
Lien aux débouchés	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins d'informations des producteurs sur les débouchés existants - Filières en recherche de nouveaux volumes dans des productions qui sont peu présentes sur le territoire alors que leur développement pourrait contribuer à la diversification des fermes - Présence d'initiatives récentes de transformation et de valorisation de produits bio et/ou locaux - Potentiel touristique et méconnaissance des producteurs bio du territoire par les acteurs locaux - Introduction de produits bio dans la restauration locale non développée 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire le lien aux filières (bio et conventionnelles) - Développer et soutenir les productions d'ovins, de porcs, d'œufs, de PPAM, de grandes cultures, maraîchage et petits fruits (uniquement en zone de plaine pour certaines productions) - Accompagner la structuration de débouchés AOP bio rémunérateurs - Soutenir les projets collectifs de valorisation de produits bio et locaux - Développer le lien entre producteurs et restauration touristique locale en faisant connaître les producteurs bio et locaux aux acteurs du territoire (lien au réseau des épiceries, restauration collective, etc) - Accompagner les communes volontaires dans l'introduction de produits bio et locaux dans leurs cantines 	<ul style="list-style-type: none"> - Soirée débat sur la filière laitière avec les collecteurs et entreprises locales de la filière, 13 novembre 2018 à Massiac - Suivi d'un groupe d'éleveurs laitiers avec un projet de transformation collective laitière bio sur le secteur d'Allanche - Suivi de la cave d'affinage de St-Nectaire à Egliseneuve-d'Entraigues - Réalisation d'une plaquette de comparaison du cahier des charges bio aux cahiers des charges des différentes AOP auvergnates - Fête du lait bio, Printemps Bio, campagne Bio et Local c'est l'idéal
Étude du potentiel de développement de l'agriculture biologique sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité de déterminer le nombre de fermes pour lesquelles la présence de bâtiments entravés est bloquante pour une conversion 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser un complément d'étude spécifique sur les bâtiments entravés lorsque le nouveau cahier des charges européen sera connu (horizon 2020) 	
Suivi du contrat et lien aux partenaires	<ul style="list-style-type: none"> - Enjeux fonciers et d'installation-transmission qui peuvent être déterminants dans le développement de l'AB (de manière positive ou négative) - Projet Cézallier Bio emblématique du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire le lien avec les acteurs spécialisés sur les enjeux fonciers et d'installation-transmission - Poursuivre la dynamique du projet Cézallier Bio en lien avec le contrat territorial 	<ul style="list-style-type: none"> - Lien avec le réseau foncier, le PAI et le Celavar - Rencontre autour de la conduite d'une ferme en élevage allaitant bio et point sur la filière viande bovine bio, 20 septembre 2018 à Vèze

LIMITES DE L'ÉTUDE : LES QUESTIONS QUI RESTENT EN SUSPENS

► Cette étude est une première base ayant permis de recueillir et d'analyser beaucoup d'informations sur le territoire. Les limites identifiées ci-dessous pourraient déboucher sur une étude complémentaire. Par ailleurs, le travail d'animation technique collective prévue dans la suite du contrat permettra de compléter ces connaissances par la poursuite des échanges avec les agriculteurs et les autres acteurs du territoire de l'Alagnon. La restitution de cette étude ayant eu lieu le 11 septembre 2018 avait également pour vocation de préciser le constat réalisé et de nuancer les limites identifiées (cf. page suivante).

Diagnostiques agricoles : quid des systèmes de plaine en aval du bassin versant ?

► Le choix d'utiliser uniquement les diagnostics agricoles réalisés dans le cadre des MAEC a été fait afin de réduire le coût de l'étude, et d'éviter de sursolliciter les agriculteurs pour des diagnostics globaux. De ce fait, les ces diagnostics ne sont pas représentatifs de toutes les fermes du territoire. Ceci s'explique par le fait que des zones prioritaires ont été ciblées pour la contractualisation de MAEC. La moitié nord/nord-ouest n'a en effet pas été couverte, avec un seul diagnostic réalisé dans le Puy-de-Dôme et aucun en Haute-Loire. Les systèmes agricoles de la plaine de l'Alagnon ne sont donc pas du tout représentés, ce qui exclut totalement de l'analyse les systèmes de grandes cultures, d'arboriculture, de maraîchage, etc. Ces secteurs sont situés en partie en zone vulnérable à la pollution par les nitrates, signe que les pratiques peuvent y être améliorées.

En pratique, combien de fermes possiblement convertibles ?

► L'outil IDEA utilisé pour les diagnostics agricoles n'est pas pleinement satisfaisant car il ne permet pas d'évaluer correctement la possibilité d'une conversion à l'AB, ceci n'étant pas son but initial. En effet, au regard des principaux points du cahier des charges, plusieurs critères sont manquants (usage des antibiotiques, composition des rations...). Certains critères manquent également de précision comme les pratiques de fertilisation et d'usage des produits phytosanitaires qui sont diluées à l'échelle de l'exploitation et ne permettent pas d'estimer le niveau d'intrants par rapport aux surfaces utilisées.

► Les diagnostics agricoles ont également été traités séparément des questionnaires de sensibilité à l'AB. Or, le système d'exploitation fait partie des déterminants à la conversion. Il serait donc intéressant de relier les pratiques des fermes à la sensibilité des producteurs à l'AB. Beaucoup ont cité le fait d'avoir un système ou des pratiques proches comme une motivation à la conversion. Mais les producteurs ayant estimé être proches de l'AB le sont-ils réellement ? De plus, les données économiques disponibles dans les diagnostics n'ont pas été utilisées : il pourrait être intéressant de les valoriser afin notamment de mieux connaître le profil des exploitations ayant manifesté uniquement des motivations économiques. Est-ce des exploitations ayant des difficultés financières importantes et qui voient l'AB comme une solution, ou bien des exploitations ayant d'autres motivations économiques ?

► Ne pas relier la sensibilité à l'AB des producteurs à leurs pratiques ne permet pas non plus d'établir une estimation du nombre de fermes possiblement « convertibles » sur un territoire. En effet, certains points techniques comme les bâtiments peuvent être bloquants chez des fermes ayant répondu être favorables à une conversion à l'AB, alors que certaines étant très proches du cahier des charges peuvent y être très défavorables. Une des méthodes possibles pour assembler les résultats des diagnostics et des questionnaires pourrait être de construire une grille de notation de la proximité de chaque ferme à l'AB. Ce type de méthode a notamment été utilisé par Haute-Loire Bio lors d'une étude analogue sur un autre bassin versant. Elle est établie à partir d'une liste de critères favorables ou défavorables à ce qu'une ferme se convertisse en bio. Des coefficients sont attribués à chaque critère, permettant de pondérer leur importance et de donner du poids aux critères déterminants pour engager une conversion.

Enquêtes filière : quelle stratégie des opérateurs filière non certifiés bio ?

► Les entretiens réalisés ont permis d'enquêter quasiment tous les principaux acteurs des filières biologiques pouvant travailler sur le territoire de l'Alagnon. Quatre opérateurs importants des filières bovin et ovin viande qui avaient été ciblés au départ n'ont pas pu être joignables : Charal, Covido-Bovicoop et Cialyn (groupe Sicarev), et l'APIV.

► En revanche, les opérateurs filière qui travaillent uniquement en filières conventionnelles n'ont pas du tout été rencontrés. Parmi ces structures, certaines se posent peut-être la question de développer une filière biologique et pourraient constituer des débouchés supplémentaires pour les producteurs des territoires. Le développement de l'AB peut faire partie de leurs perspectives, d'autant que certaines entreprises qui ne travaillaient pas en bio jusqu'alors se sont dernièrement certifiées auprès de l'Agence Bio en 2018.

RESTITUTION ET PERSPECTIVES

► L'étude a donné lieu à une restitution le 11 septembre dernier qui s'est déroulée à Massiac. Elle a regroupé 38 personnes : producteurs bio et conventionnels, opérateurs filières, collectivités et acteurs du développement agricole.



► Cette demi-journée avait plusieurs objectifs :

- présenter l'état des lieux du territoire par rapport au développement de l'AB et valider ce constat avec les personnes présentes
- recueillir le retour d'expérience des participants et leurs compléments d'informations vis-à-vis des pistes d'actions jugées prioritaires
- définir des premières actions opérationnelles avec les moyens à mettre en place en associant les structures intéressées

► La restitution s'est articulée en 3 temps :

1) présentation d'une synthèse de l'état des lieux du territoire pour chaque axe d'étude, reprenant chacun les points forts/points faibles et opportunités/menaces identifiés, ainsi que les pistes d'actions proposées, classées par catégorie d'actions du réseau bio dans le contrat

2) présentation de 3 témoignages courts présentant des démarches intéressantes déjà menées sur le territoire :

*Nathalie Delagnes, administratrice de Biolait (secteur Cantal)

*Maxime Boillot, chargé de mission agricole à Saint-Flour Communauté

*Pascal Lemaire, administrateur de Haute-Loire Bio et référent du groupe céréales

3) répartition des participants en ateliers par production :

*production laitière (6 participants), animé par Camille Désire de Cézallier Bio

*production bovins et ovins viande (11 participants), animé par Lise Fabries de Bio 15

*production de grandes cultures (5 participants), animé par Cloé Montcher de Haute-Loire Bio

*production de petites productions végétales (4 participants), animé par Coralie Pireyre de la FRAB Auvergne-Rhône-Alpes



► L'état des lieux du potentiel de développement de l'agriculture biologique du bassin versant de l'Alagnon a permis d'identifier des pistes d'actions tenant compte des spécificités du territoire. Ces pistes ont été coconstruites avec les partenaires techniques du projet et les structures rencontrées lors des enquêtes : l'objectif est que chaque acteur intéressé puisse s'impliquer dans la déclinaison opérationnelle du programme d'actions suivant ses domaines de compétences et son échelle d'intervention (production, commercialisation, gouvernance). Au-delà des actions déjà prévues sur la fin d'année 2018 et le début 2019, cette mise en œuvre opérationnelle des pistes d'actions identifiées reste à construire.

► Pour cela, la mise en réseau et l'action collective de tous les acteurs impliqués sur ce territoire reste fondamentale, afin de concourir aux objectifs de préservation ou de restauration de la qualité de l'eau du bassin versant. Ceci constitue un travail de longue haleine pour lesquels les résultats ne seront visibles que sur le long terme et qui nécessiteront un développement suffisamment important des surfaces bio pour pouvoir impacter la qualité de l'eau.

ANNEXE

Annexe 1 - Liste des structures et des personnes enquêtées

STRUCTURE	NOM	PRENOM	FONCTION	STRUCTURE ENQUETRIC
CA63	GUILLORET	Romain	Animateur CT Sources de la Dordogne Sancy Artense	Bio63
CA15	NIGOU	Vincent	Responsable du pôle installation-transmission, en charge des théma	Bio63
CA43	GARDES	Mireille	Responsable environnement	Haute-Loire Bio
SIGAL	OLAGNOL	David	Animateur agricole CT de l'Alagnon	Bio63
	PONSONNA	Guillaume	Directeur du SIGAL	Bio63
PNRVA	MARDINE	Elodie	Chargée de mission agrienvironnement-eau en charge du CT Source	Bio63
AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGN	BAYLE	Yannick	Chargé d'intervention politique territoriale et agriculture	Bio63
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARON	LEDAVADIC	Jérôme	Chargé d'intervention 15/63/46/19/23	Bio63
FRCIVAM	MELLET	Corinne	Animatrice	Bio63
CC HAUTES-TERRES COMMUNAU	PRADEL	Ghyslaine	Présidente de la CC	Bio15
CC SAINT-LOUR COMMUNAUTE	BOILLOT	Maxime	Chargé de la mise en œuvre du programme agricole et rural	Bio63
	MICHAUD	Guy	Vice-président chargé de la biodiversité, de l'agriculture, des milieu	Bio63
CC AGGLO PAYS D'ISSOIRE	BASSET	Héloïse	Stagiaire Cézallier Bio	Bio63
	JAFFEUX	Sébastien	Conseiller délégué à l'agriculture - Maire de Courgoul - Agriculteur	Bio63
CEZALLIER BIO	DESIRE	Camille	Animatrice Cézallier Bio	Bio63
CC DOMES SANCY ARTENSE	JONQUERES	François	Directeur adjoint - Responsable économie, agriculture et forêt	Bio63
CC MASSIF DU SANCY	GAY	Lionel	Président CC - En charge de l'eau et de l'agriculture - Maire de Besse	Bio63
CC SUMENE ARTENSE	BENOIST	Alexandre	Chargé du développement économique	Bio63
CC DU BRIVADOIS	CHÂTEAU	Sébastien	Chargé du développement économique, du tourisme et des équipes	Haute-Loire Bio
SMAD DES COMBRAILLES	VIUSA CAMI	Stéphanie	Animatrice du Réseau Foncier Agricole	Bio63
CONSEIL DEPARTEMENTAL 63	PENEL	Victoria	Chargée de développement agricole/filières de qualité	Bio63
	PORTAS	Nicolas	Chef de service agriculture et forêt	Bio63
	MEYRONEIN	Julien	Chargé de mission Agrilocal63	Bio63
CONSEIL DEPARTEMENTAL 43	MIGNON	Alexandra	Chargée de mission agricole	Haute-Loire Bio
	GUILLOU	Vincent	Chargé de mission eau	Haute-Loire Bio
BIOVIE	FAURISSON	Pascal	Directeur	CézallierBio + Haute-Loire Bio
SICABA	MELLOUX	Olivier	Technicien service production	CézallierBio
SCA PRE VERT	SERINGE	Christoph	Technicien élevage	Bio63
UNEBIO	BRILLION	Camille	Coordinatrice filières	CézallierBio
	PION	Justine	Service approvisionnement	CézallierBio
GREFFEUILLE	PASQUIE	Alexandre	Responsable commercial	Bio63
ALTITUDE - ELEVEURS DU PAYS V	CHAZALY	Romain	Stagiaire filière AB	CézallierBio + Bio15
CELIA	CALMELS	Laurent	Responsable commercial	CézallierBio
FEDER	SONET	Camille	Chargée de mission AB	CézallierBio
UNICOR	PIQUARD	Léa	Référente AB de l'OP bovine (collecte et commercialisation)	Bio63
COPAGNO	CUOQ	Vincent	Commercial (chargé de la collecte, de l'organisation, de l'allotement)	Haute-Loire Bio
ABATTOIR NEUSSARGUES	CHADELAT	Laurent	Directeur	Bio15
COVIAL SA	CHAZALY	Romain	Stagiaire filière AB	Bio15
SEAB	RIOL	René	Directeur de l'abattoir	Haute-Loire Bio
PAYSANS BIO D'Auvergne	ROUY	Pascal	Co-gérant	CézallierBio + Haute-Loire Bio
EPL ST-LOUR	FOURNIER	Amélie	Directrice de l'atelier technologique	Bio63
BIOLAIT	GAUDIN	Loïc	Administrateur 63	Bio63
	DELAGNES	Nathalie	Administratrice 15	Bio63
SODIAAL	VIDAL	Régis	Chargé de la coordination des techniciens et lien aux partenaires su	Bio63
COOPERATIVE DES MONTS DU CA	SEGUIS	Pierre	Président de la coopérative	Bio15
SOCIETE LAITIERE DE LAQUEUILLE	LORRAIN	Philippe	Directeur de la SICA de Laqueuille - Président de l'Association des Fr	Bio63
FORCE CENTRE	GUEGANNO	Jean-Paul	Responsable de développement	Bio63
SOCALIM	CHEVALIER	Thierry	Responsable secteur volailles	Bio63
ALLIER VOLAILLES	CHABORD	Ludivine	Responsable qualité	Bio63
ARRIVE AUVERGNE	SAULNIER	Marc	Directeur Arrivé Auvergne	Bio63
	FROGER	Carole	Assistance de direction	Bio63
CIRHYO	TEITON	Jean-Clau	Responsable en charge de l'AB	Bio63
AXEREAL	CHAUVEY	Philippe	Technico-commercial secteur Auvergne	Bio63
BIOAGRI	SAINT-ELLIE	Adrien	Responsable d'activité	Bio63
	COULON	Romain	Technico-commercial	Bio63
CELNAT	JOANDEL	Judicaël	Responsable de développement	Haute-Loire Bio
	BESSE	Isabelle	Responsable achats agricoles et autres	Haute-Loire Bio
	FASSOT	Ludovic	Apprenti filière et projet blé population	Haute-Loire Bio
AUROUZE	AUROUZE	Thierry	Responsable entreprise	Bio15
MOULIN DE GRIBORY	LALLIAS	Michel	Gérant	Bio63
MOULIN MARION	REBOUL	Yannick	Technicien en charge zone 43/42/69/38/05, anciennement 63	Bio63
LE MAS DE L'ARMANDINE	MARCONNI	Arthur	Responsable commercial et marketing	Haute-Loire Bio